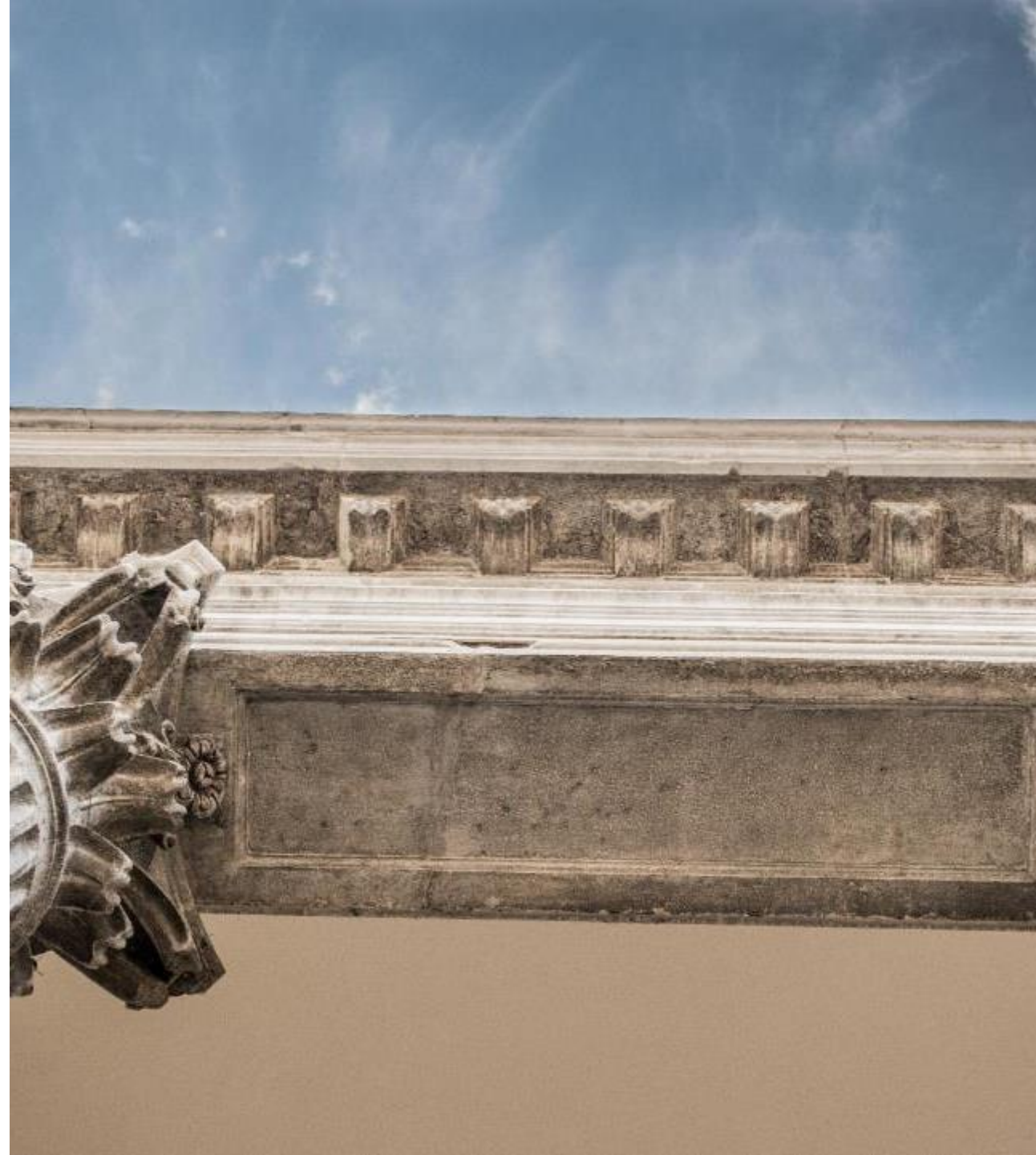


PROJEKT

  
Justitia<sup>4.0</sup> 

**Ein Jahr später...**

**14.05.2019, Magglinger Rechtsinformatikseminar**



# Projektteam



Jens Piesbergen



Jacques Bühler



Vital Meyer



Balawijitha Waeber



Marius Erni



Thomas Kessler



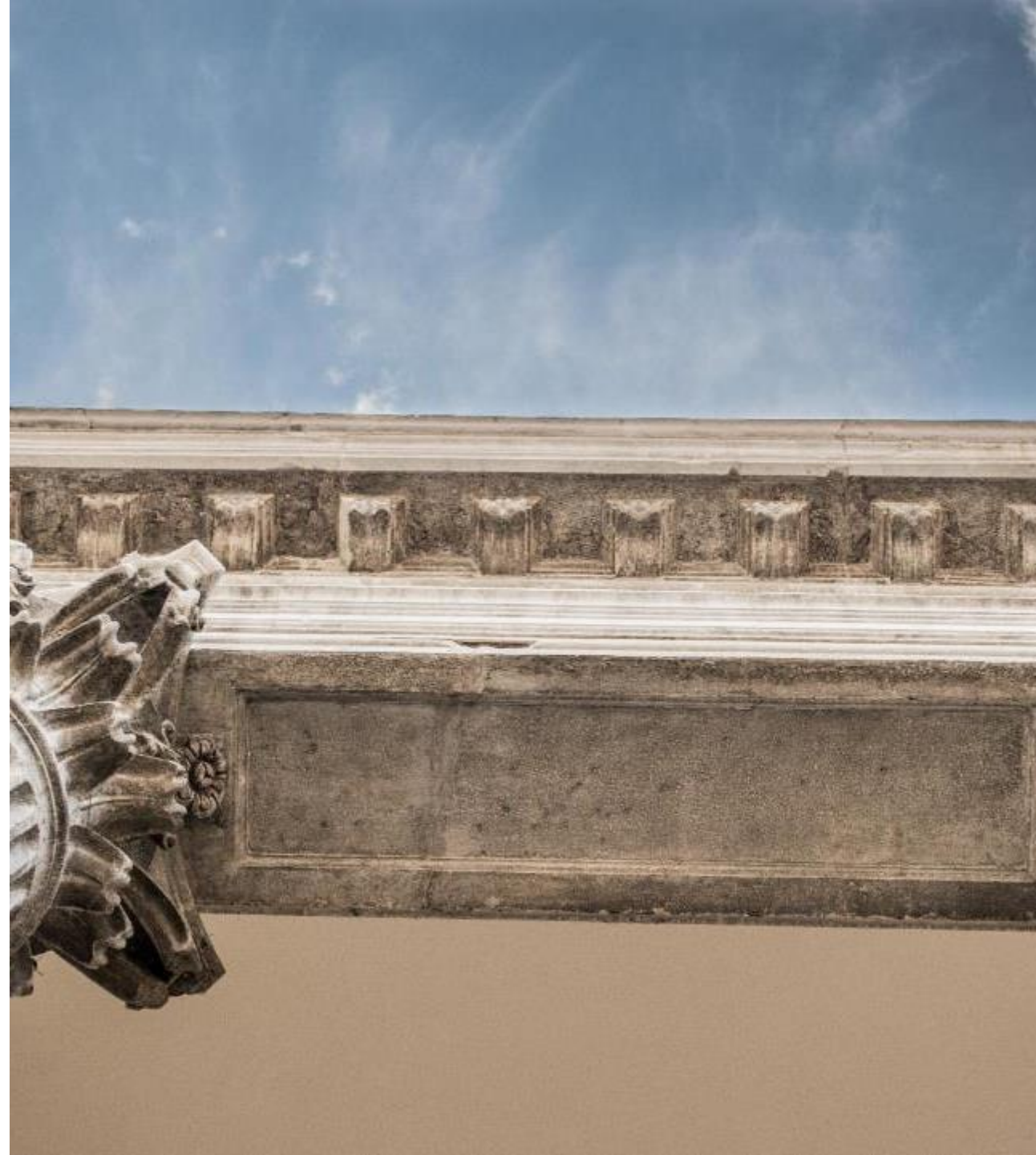
Lukas Huber

PROJEKT

**Justitia**<sup>4.0</sup>

# Überblick Justitia 4.0

14.05.2019, Vital Meyer



# Scope & Ziele

# Paradigmen-Wechsel Changement de paradigme

- elektronische Akte ist rechtsgültig
- elektronische Kommunikation ist Pflicht
- La version électronique des pièces fait foi
- La communication électronique est obligatoire

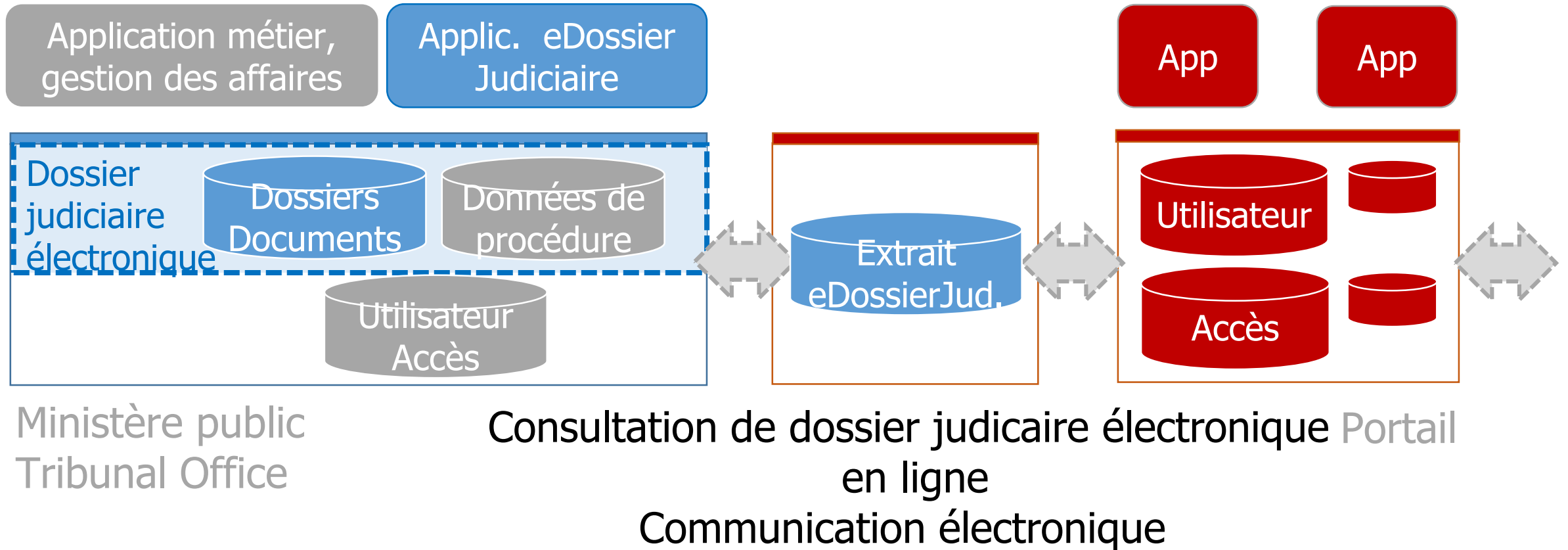


# Pro memoria – Scope Justitia 4.0

1. Zentrales Eingangsportal
2. Ersatz Papierakte durch elektronisch Akte
3. Ersatz Postverkehr durch elektronischen Datenaustausch

# Was wird durch Justitia 4.0 neu ?

## Qu'est-ce qui va changer avec Justitia 4.0 ?





## **Digitaler Wandel in der Justiz – wozu ?**

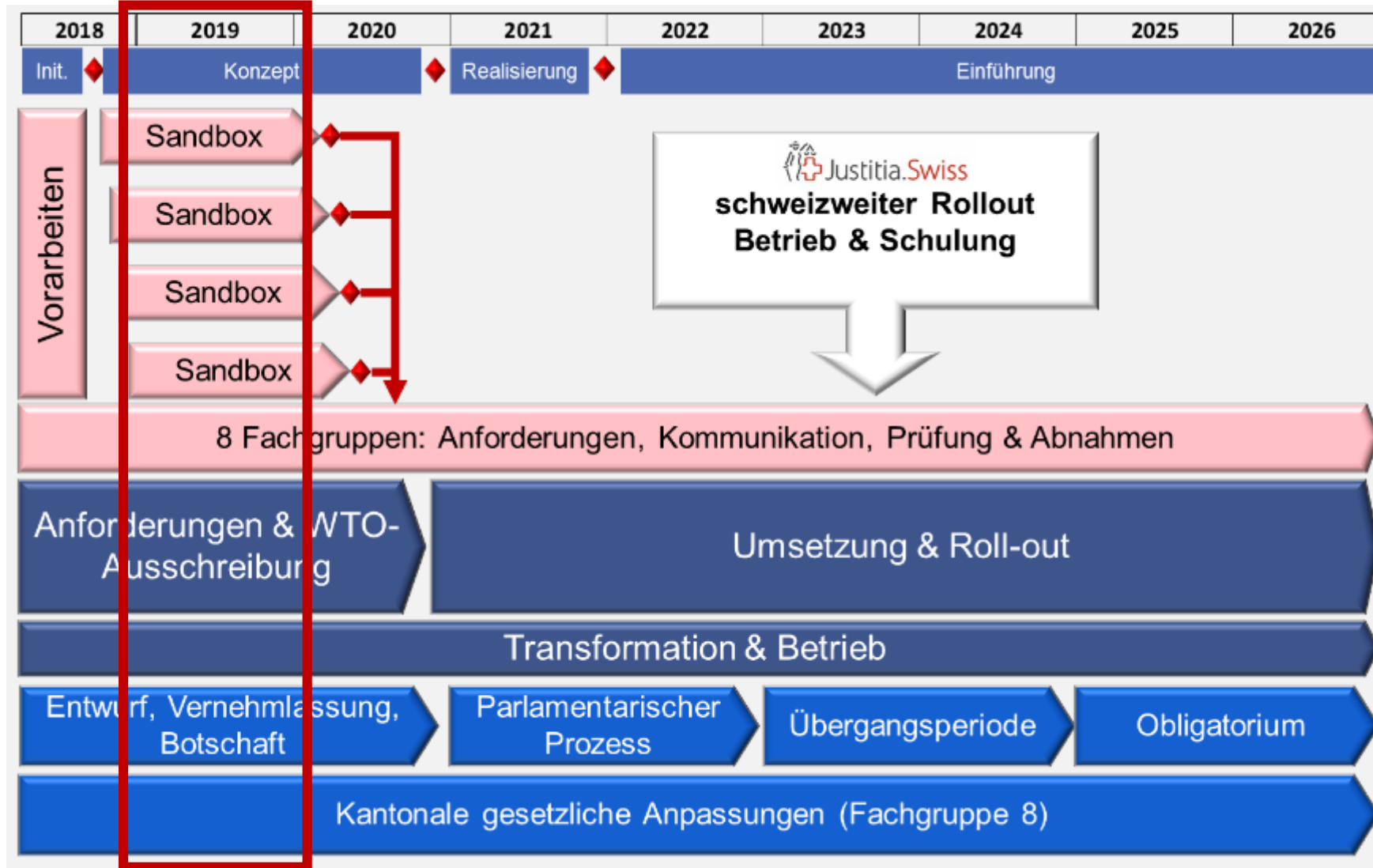
### ***Transition vers le numérique au sein de la justice – pourquoi ?***

1. elektronische Abwicklung → Transparenz
2. jederzeit Zugang zu Akten → Zugänglichkeit
3. Beschleunigung von Verfahren → Qualität
4. Effizienz im Mitteleinsatz → Gemeinsam, schweizweit
5. Attraktivität als Arbeitgeber → Weiterentwicklung der Arbeitswelt  
& Organisationskultur



# Planung

# Masterplan 2018 – 2026

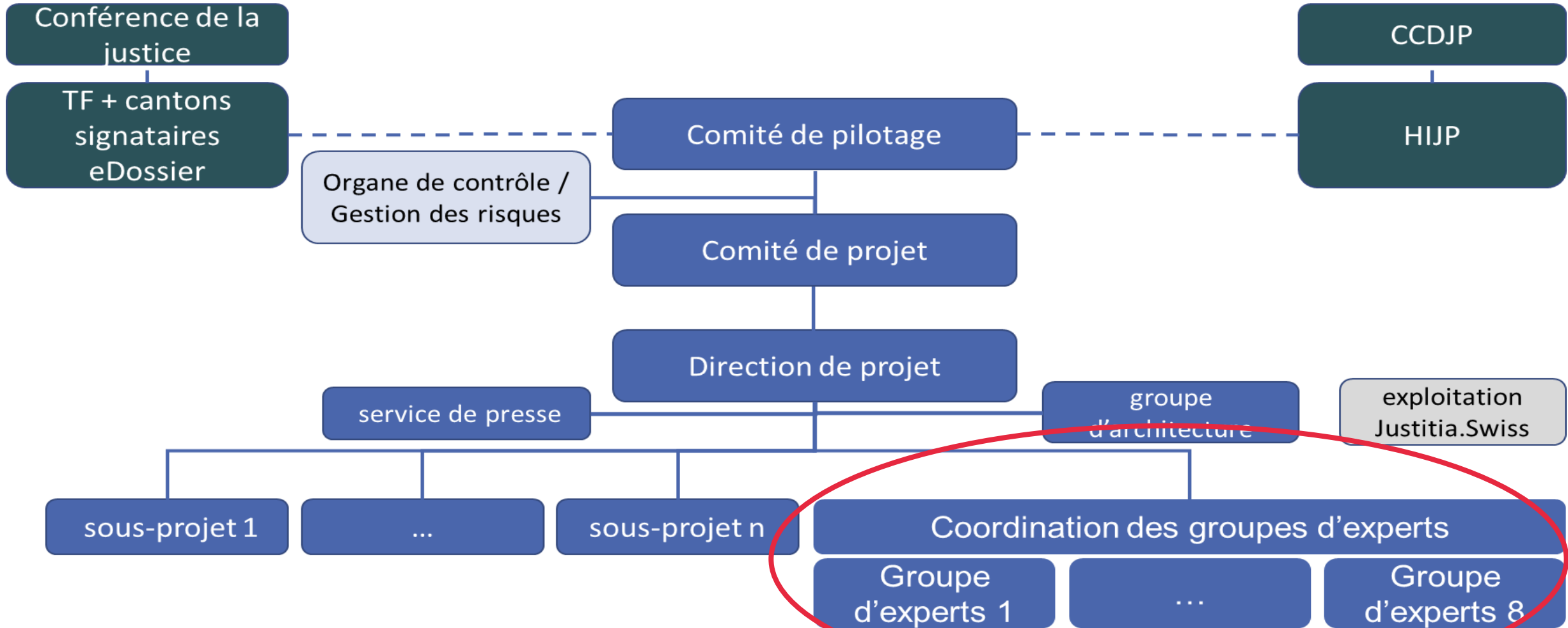




# Organisation

# Projektorganisation

## Organisation du projet



# Besetzung Projektorganisation (alphabetisch) *Membres des organes de projet (par ordre alphabétique)*

## Steuerungsausschuss *Comité de pilotage*

- Fels Michel-André (Stawa/MP BE)
- Jomot Olivier (Stawa/MP GE)
- Langmeier Martin (OberGer/TC ZH)
- Lauber Michael (BA/MPC)
- Midili Valérie (KtGer/TC VD)
- Rall René (SAV/FSA)
- Schneeberger Roger (KKJPD/CCDJP)
- Von Werdt Nicolas (BGer/TF)

## Projektausschuss *Comité de projet*

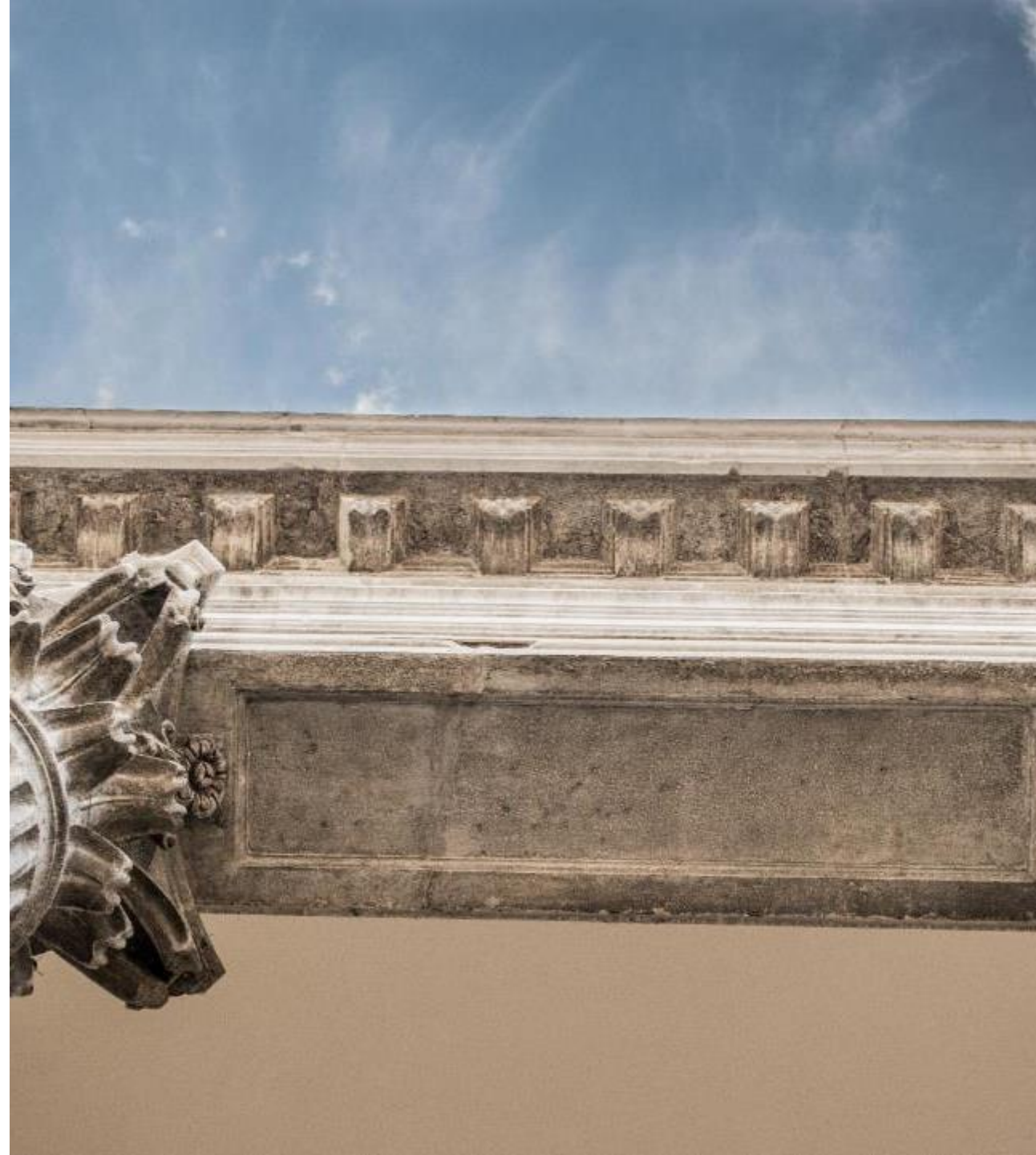
- Becker Patrick (Just.Leit./Pouv. Jud. GE)
- Forestier Stéphane (Just.Leit./Pouv. Jud. NE)
- Grieder Roger (Ger. / trib. BS)
- Hodel Urs (Ger. / trib. AG)
- Koch Barbara (Ger. / trib. LU)
- Kohler Frédéric (Just.Leit./Dir. Mag. BE)
- Nido Alberto (Ger. / trib. ZH)
- Oberson Frédéric (Ger. / trib. FR)
- Tschümperlin Paul (BGer/TF)
- Hans-Ruedi Troxler (STAWA ZH)
- Frida Andreotti (Vollzug TI)

PROJEKT

**Justitia**<sup>4.0</sup>

# Kommunikation und Transformation

14.05.2019, Balawijitha Waeber, Lukas Huber



# Kommunikative Herausforderung

- 1 Lösung
- 3 Sprachen
- 7+ Geschäftsverwaltungen
- 26 Kantone + Bund
- 12'000 Anwältinnen und Anwälte
- 30'000 Arbeitsplätze
- 1 Solution
- 3 Langues
- 7+ gestion des affaires
- 26 cantons + Confédération
- 12'000 avocats
- 30'000 poste de travail



## **Vorgehensziele Kommunikation und Transformation /** *Objectifs concernant la communication et transformation*

- Frühe Einbindung der Betroffenen/  
*Intégration précoce des parties concernées*
  
- Proaktive, stufengerechte Kommunikation/  
*Communication proactive et adaptée à l'échelon concerné*



# Übergeordnetes Verständnis

*"Damit der Weg zum Recht  
nicht mehr über Papierberge führt«*

*L'accès au droit sans avoir à déplacer des  
montagnes de papier.*

# Zielgruppen der Kommunikation

## Justizorganisationen

- Justizdirektionen / RegierungsrätInnen und Stabsmitarbeitende
- Staatsanwaltschaften
- Gerichte
- Justizvollzug
- Anwaltschaft (SAV, kantonale Verbände, Vorstände)
- Kantonale IT-Leiter

## Externe

- Staatliche oder halbstaatliche Vorinstanzen (wie KESB, SUVA, etc.)
- Bürger
- Politik
- Wirtschaft/ Fachwelt
- Medien
- Lieferanten/ Softwaredienstleister Fachapplikationen (Juris, Tribuna, Nevo, Xplain, Eigenbau, etc.)

# Kommunikationsmittel

## PERCHÉ JUSTITIA 4.0

### Obiettivi

Il progetto Justitia 4.0 accelera la transizione digitale della giustizia italiana. Al centro del 2024, gli atti giudiziari elettronici saranno al centro di tutte le parti coinvolte e procedimenti più rapidi e convenienti saranno disponibili per i cittadini e le imprese.

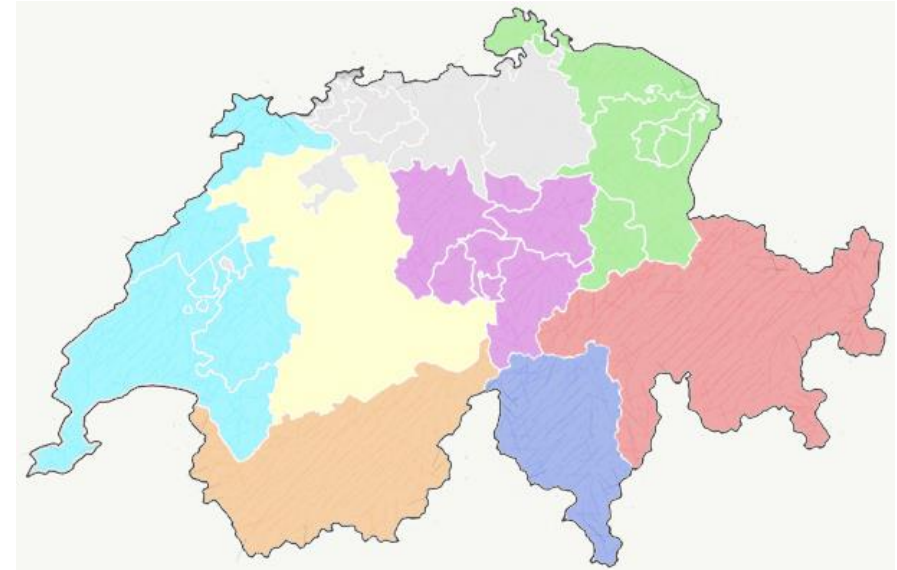


19. Magglinger Rechts-informatikseminar

## NEWSLETTER

Abonnez-vous maintenant et restez informé.

Abonner ici à la newsletter Justitia 4.0. Vous pourrez à tout moment vous désabonner en toute simplicité. Vos données personnelles ne sont utilisées qu'à cette fin et ne sont pas transmises à des tiers.



## **Kick-off Event / Lancement du projet - 14.02.2019**

- Le projet commence maintenant!
- Un projet suisse avec tous les cantons et la Confédération
- Coopération entre les pouvoirs exécutif et judiciaire



Video

## Einführungstag FG / Jour d'introduction GE 28.03.2019, Bundesgericht Lausanne

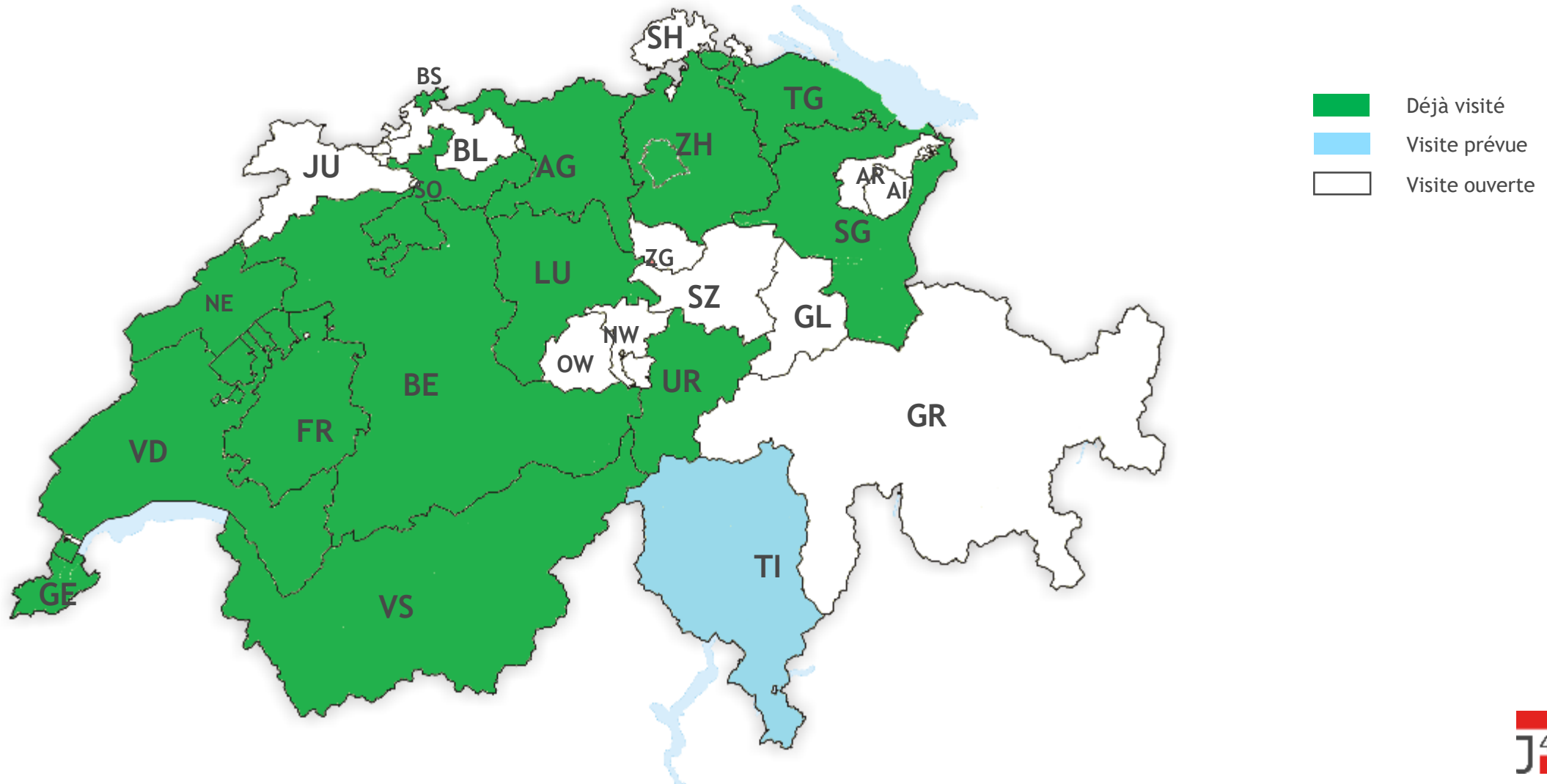
- 120 Fachgruppen-  
mitglieder
- Im Bundesgericht Lausanne
- Sehr positive  
Rückmeldungen





# Kontaktbesuche Gerichte & Staatsanwaltschaften

## *Visites de contact auprès des tribunaux et des ministères publics*



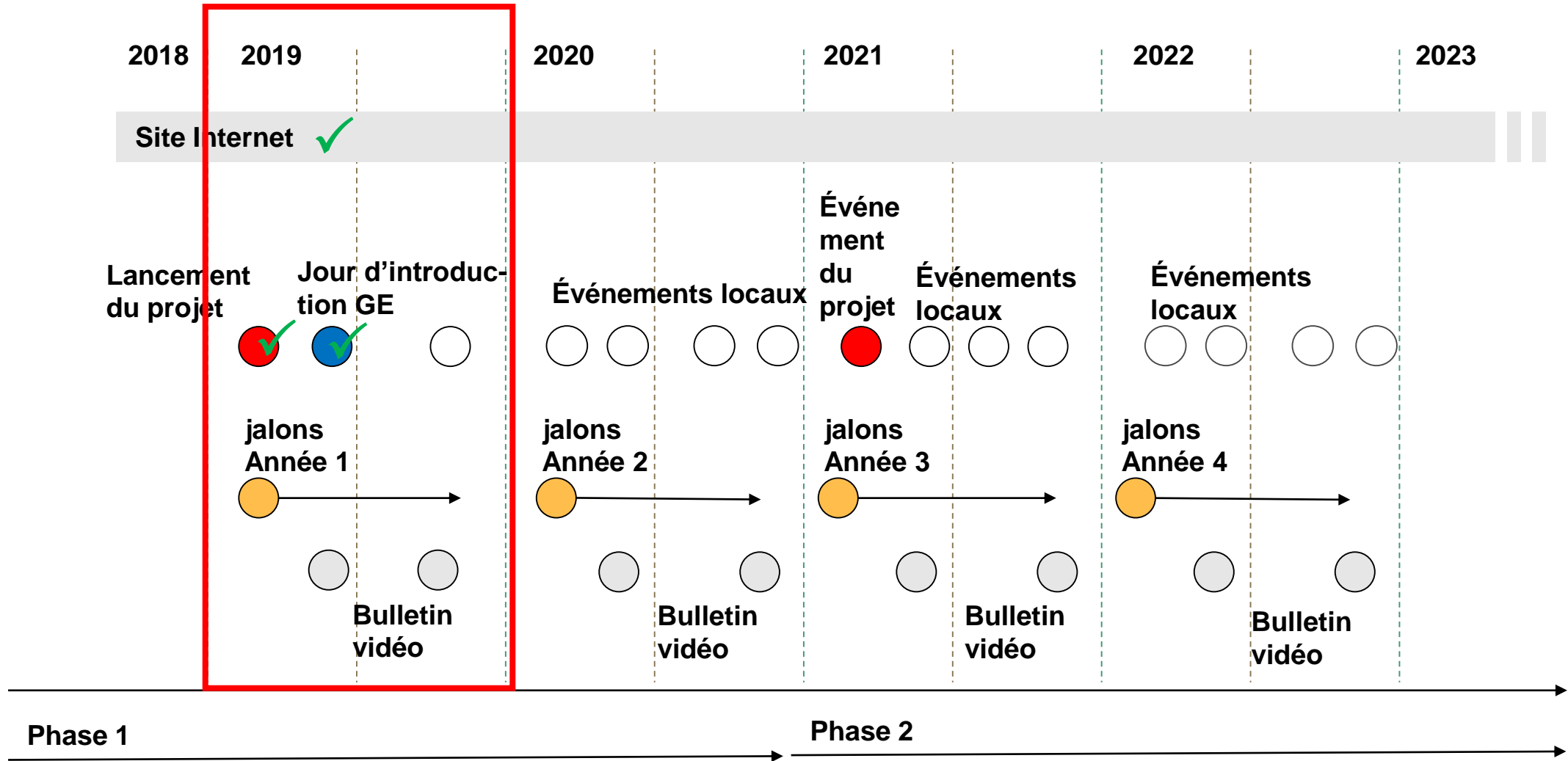
# Website J4.0 – neu / *Site Internet J4.0 - nouveau*



[www.justitia40.ch](http://www.justitia40.ch)



# Planung Kommunikation und Transformation / Planification communication et transformation





# Zentrale Medienstelle Justitia 4.0

MARKTPLÄTZE IMMO JOBS TRAUER ABOPASS-SHOP

## Luzerner Zeitung

MENÜ - NACHRICHTEN SPORT MAGAZIN AGENDA & KINO

Luzern Zentralschweiz Schweiz International Wirtschaft Kultur Panorama Bilder Videos

Luzern Zug Nidwalden Obwalden Schwyz Uri Frelamt

## La justice prépare sa mue numérique

**PROCÉDURE** Le passage au dossier électronique imposera des changements considérables dans cet univers où le papier fait encore la loi. Un projet d'envergure nationale est lancé

La justice suisse est à l'heure d'une possible accélération du rythme des dossiers.

**Insister sur ses obligations**  
L'avis juridique principal d'un dossier judiciaire est celui de son auteur. Les parties ont donc le devoir de respecter ses obligations. Elles doivent donc être en mesure de fournir les documents nécessaires à la procédure.

**Respecter les habitudes**  
Il est important de respecter les habitudes des professionnels du droit. Les documents doivent être présentés de manière claire et concise. Les parties doivent donc être conscientes de ces habitudes et s'y conformer.

**Les parties doivent être conscientes de leurs obligations**  
Les parties doivent être conscientes de leurs obligations et des conséquences de leur non-respect. Elles doivent donc être informées de ces obligations et s'y conformer.

**La procédure doit être transparente**  
La procédure doit être transparente et accessible à toutes les parties. Les documents doivent être facilement accessibles et les décisions doivent être motivées.

**La procédure doit être efficace**  
La procédure doit être efficace et rapide. Les parties doivent donc être conscientes de ces exigences et s'y conformer.

**La procédure doit être sécurisée**  
La procédure doit être sécurisée et protéger les données des parties. Les documents doivent être stockés de manière sécurisée et les accès doivent être contrôlés.

**La procédure doit être durable**  
La procédure doit être durable et permettre l'accès aux documents à long terme. Les documents doivent donc être archivés de manière appropriée.

**La procédure doit être collaborative**  
La procédure doit être collaborative et permettre aux parties de travailler ensemble. Les documents doivent donc être partagés de manière sécurisée.

**La procédure doit être transparente**  
La procédure doit être transparente et accessible à toutes les parties. Les documents doivent être facilement accessibles et les décisions doivent être motivées.

**La procédure doit être efficace**  
La procédure doit être efficace et rapide. Les parties doivent donc être conscientes de ces exigences et s'y conformer.

**La procédure doit être sécurisée**  
La procédure doit être sécurisée et protéger les données des parties. Les documents doivent être stockés de manière sécurisée et les accès doivent être contrôlés.

**La procédure doit être durable**  
La procédure doit être durable et permettre l'accès aux documents à long terme. Les documents doivent donc être archivés de manière appropriée.

**La procédure doit être collaborative**  
La procédure doit être collaborative et permettre aux parties de travailler ensemble. Les documents doivent donc être partagés de manière sécurisée.

**La procédure doit être transparente**  
La procédure doit être transparente et accessible à toutes les parties. Les documents doivent être facilement accessibles et les décisions doivent être motivées.

## «Vaud s'est doté d'un concept transitoire»



**PROJET** Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

**Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique**  
Le procureur Laurent Magy défend le maintien du dossier électronique en Suisse romande. Il estime que ce système est plus sûr et plus efficace que le papier.

## Die Gerichte werden papierfrei

**Umstellung** Mittelfristig werden auch die St. Galler Gerichte zur rein elektronischen Aktenführung wechseln. Ob Private weiterhin Papier benutzen dürfen, ist noch nicht entschieden.



Silvan Guldiner

silvan.guldiner@stg.ch

**Zusammengemommen** zählen die St. Galler Gerichte gut 190 Vollzeitstellen, aufgeteilt auf 240 Personen. Sie arbeiten heute noch weitgehend mit Papier. Das bedeutet: Aktenstapel und Aktenbearbeitung gleichzeitig durch mehrere Personen sind in der Regel nicht möglich. Dass dies den Verfahrensablauf bremst, liegt auf der Hand. Das soll sich ändern. Projektgruppen von Bund und Kantonen arbeiten an der Aktenführung der Zukunft. Sie wird rein elektronisch sein. Patrick Guldiner, Präsident des Kantonsgerichts St. Gallen, wirkt in unterschiedlicher Funktion in allen Projekten mit.

**Patrick Guldiner, der Anstoss zum Projekt elektronische Aktenführung kam von Kantonen, war St. Gallen federführend dabei**  
Initianth war die Herbstversammlung 2016 der Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektoren. Sie hat Bundesrätin Simonetta Sommariva, die Schaffung der nötigen Rechtsgrundlagen an die Hand zu nehmen auch das Bundesgericht, die kantonalen Obergerichte und die Schweizerische Vereinigung der Richterinnen und Richter. Der

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

**Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.**  
Digitale Akten sollen das Papier ersetzen – auch an den Gerichten.

Gift es im Rahmen des Projekts Aspekte, die der St. Galler Justiz besonders wichtig sind?

Auch bei elektronischer Aktenführung darf der Zugang zu den Gerichten für die Bürgerinnen und Bürger nicht eingeschränkt werden, und die künftige Lösung muss eine effiziente Fallbearbeitung insbesondere auf Ebene der Kreisgerichte erlauben.

**Fällt auch für private Beteiligten an einem Verfahren das Papier weg?**  
Diese Frage wird aktuell auf Bundesebene diskutiert. Gemäss Diskussionsstand soll der elektronische Rechtsverkehr auf jeden Fall für professionelle Anbieter, also namentlich Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte, obligatorisch sein. Für Private wird es aber wohl weiterhin möglich sein, in Papierform an ein Gericht zu gelangen.

**Die Staatsanwaltschaften sind ins Projekt elektronische Aktenführung eingebunden. Wie steht es mit der Polizei, dem Strafvolk und anderen verwandten Bereichen? Wie die Staatsanwaltschaften sind auch Strafvolk und Polizei im Projekt HIS berücksichtigt. Die Polizei verfügt über ein eigenes Projekt unter dem Titel «Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

**Harmonisierung der Polizei-**

## TagesAnzeiger

## Schluss mit Aktenbergen - Justiz soll digitalisiert werden

Kaum eine Berufsgattung liebt Papier so sehr wie die Juristen. In der Schweiz soll sich das jetzt ändern.



Sollen in die dunklen Archive verbannt werden: Aktenberge sollen Juristen künftig digital anhäufen. Bild: Gaetan Bally/Keystone

Der Weg zum Recht soll in der Schweiz künftig nicht mehr über Papierberge führen. Unter diesem Motto ist am Donnerstag in Luzern der Startschuss für das Digitalisierungsprojekt «Justitia 4.0» gefallen. Dazu braucht es viel Technik und eine neue Gesetzesänderung.

15.02.2019

### Artikel zum Thema

#### Ärzte haben wenig Lust auf Digitalisierung



Trotz grossem Sparpotenzial bleibt die digitale Arztpraxis Zukunftsmusik – vorerst. Junge Ärzte nutzen Angebote eher als ältere. Mehr...  
06.09.2018

#### Alle machens nur noch digital

**Politblog** Ueli Maurer will bei der omnipräsenten Digitalisierung nicht zu streng sein. Fragt sich nur, wer davon

## Neue Zürcher Zeitung

## Adieu, Aktenberg: Die Justiz soll digitalisiert werden

In kaum einem Feld wird noch so konsequent mit Papier gearbeitet wie in der Justiz. Das soll sich nun ändern: Eine breite Allianz aus Anwälten, kantonalen und eidgenössischen Justizbehörden sowie Gerichten will die Justiz digitalisieren.



# Zentrale Medienstelle Justitia 4.0

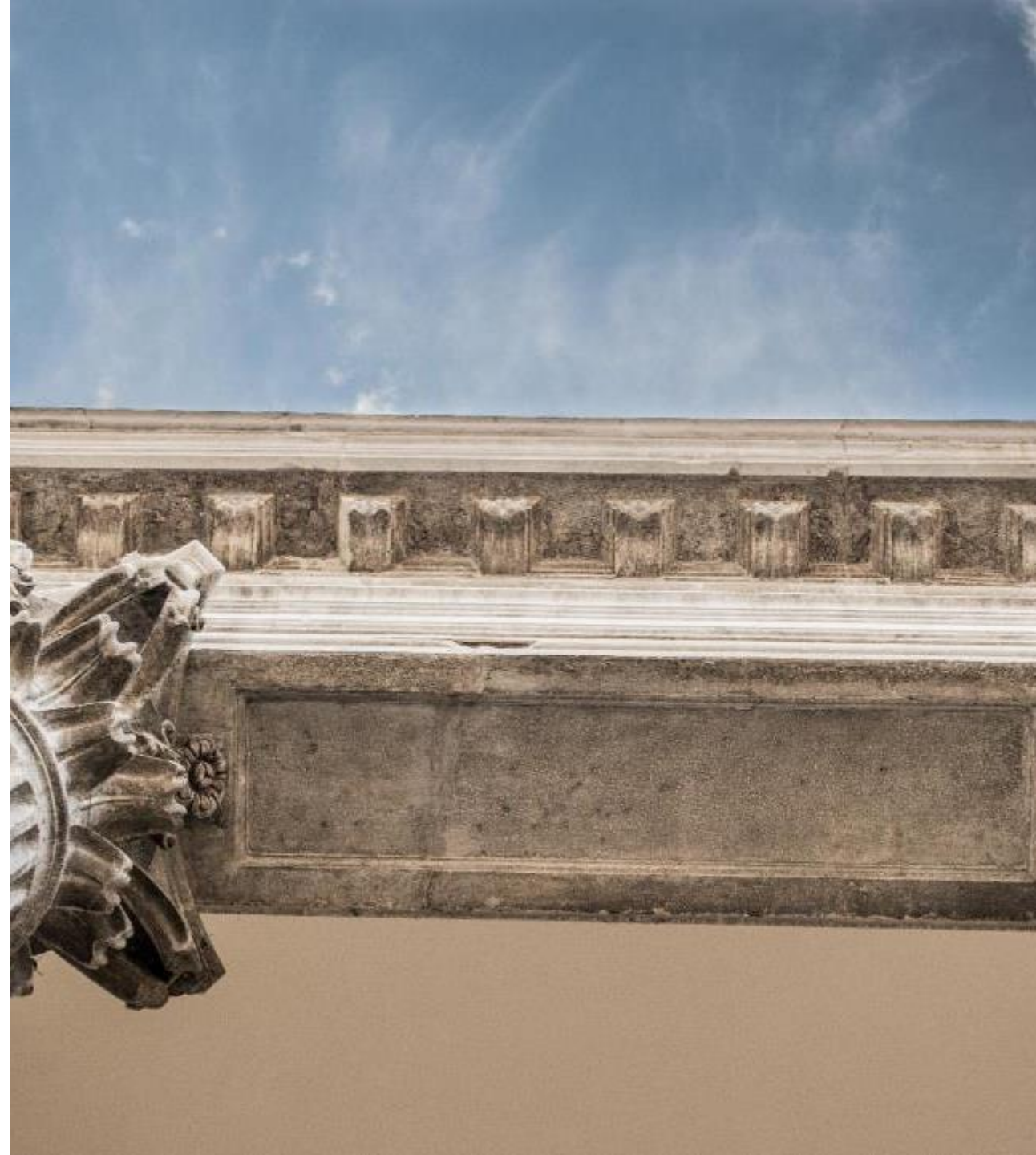
- [info@justitia40.ch](mailto:info@justitia40.ch)
  - Einheitliche und abgestimmte Kommunikation
  - Sie reviewt bei Bedarf Artikel und Interviewtexte
  - Grunddokumentation (Messages, Factsheets, Projektbeschriebe, Standardpräsentationen, etc.) auf FR & DE
- Gesamtverantwortung: Jens Piesbergen / Jacques Bühler
- Tagesgeschäft und Koordination: Balawijitha Waeber / Marius Erni

PROJEKT

**Justitia**<sup>4.0</sup>

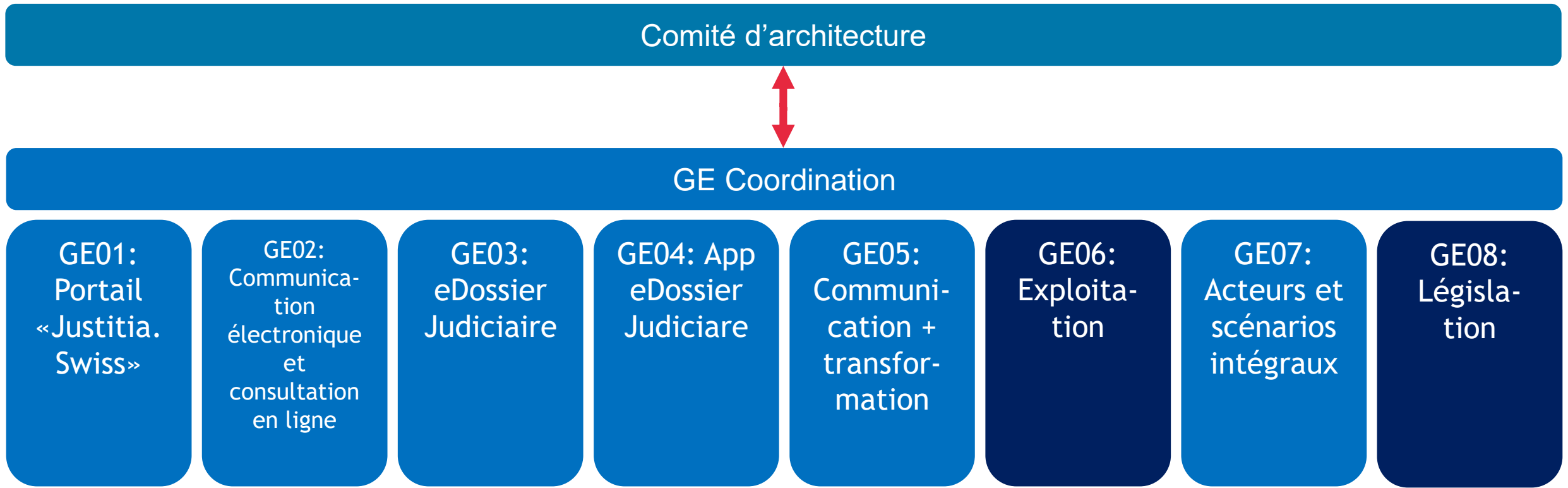
# **Fachgruppen – Stand der Umsetzung**

**14.05.2019, Marius Erni**



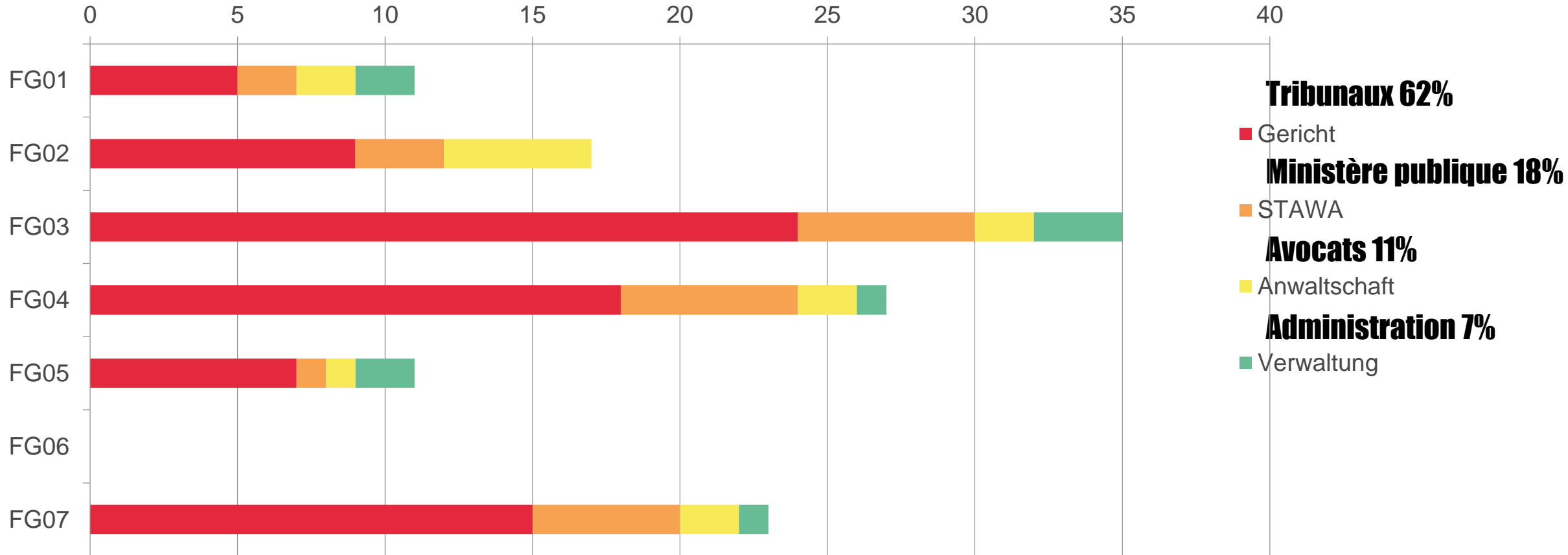
# Struktur der Fachgruppen (FG)

## *Structure groupes d'experts (GE)*



# Teilnehmer Fachgruppen

## *Participants groupes d'experts*

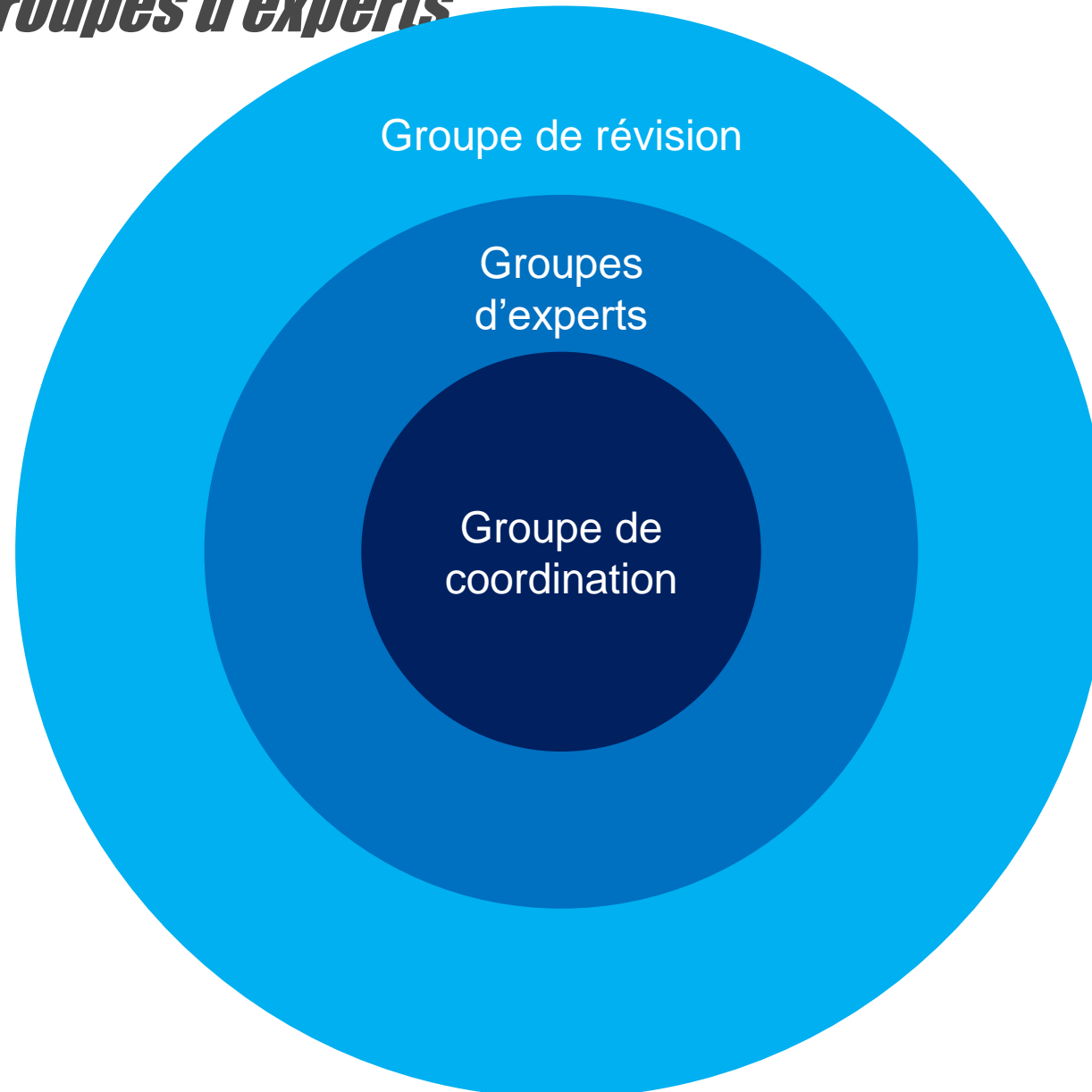


# Einführungstag FG / Jour d'introduction GE 28.03.2019, TF Lausanne



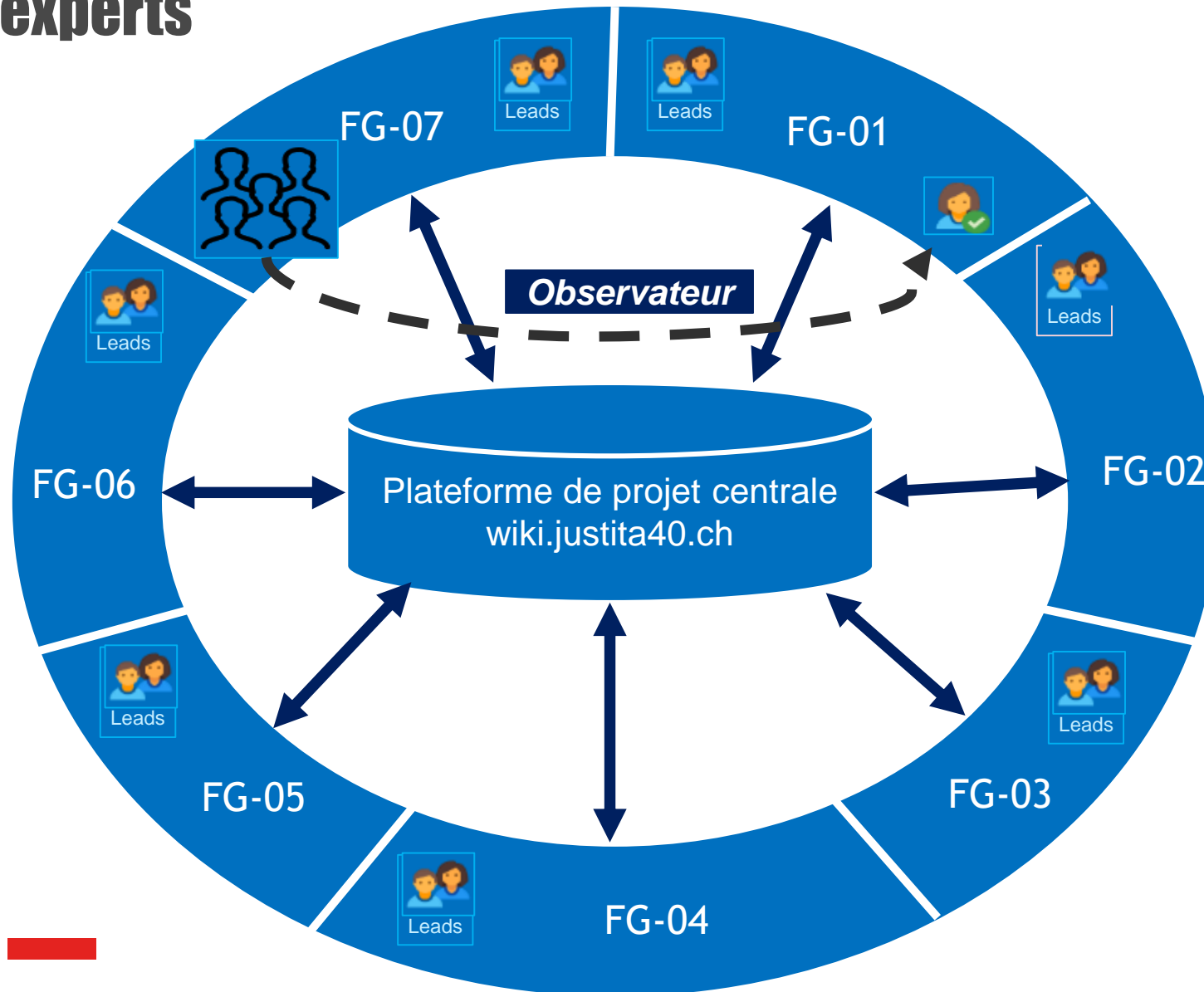
# Organisation der Fachgruppen

## *Organisation groupes d'experts*





# Zusammenarbeitsmodell Fachgruppen / Modèle de collaboration groupes d'experts

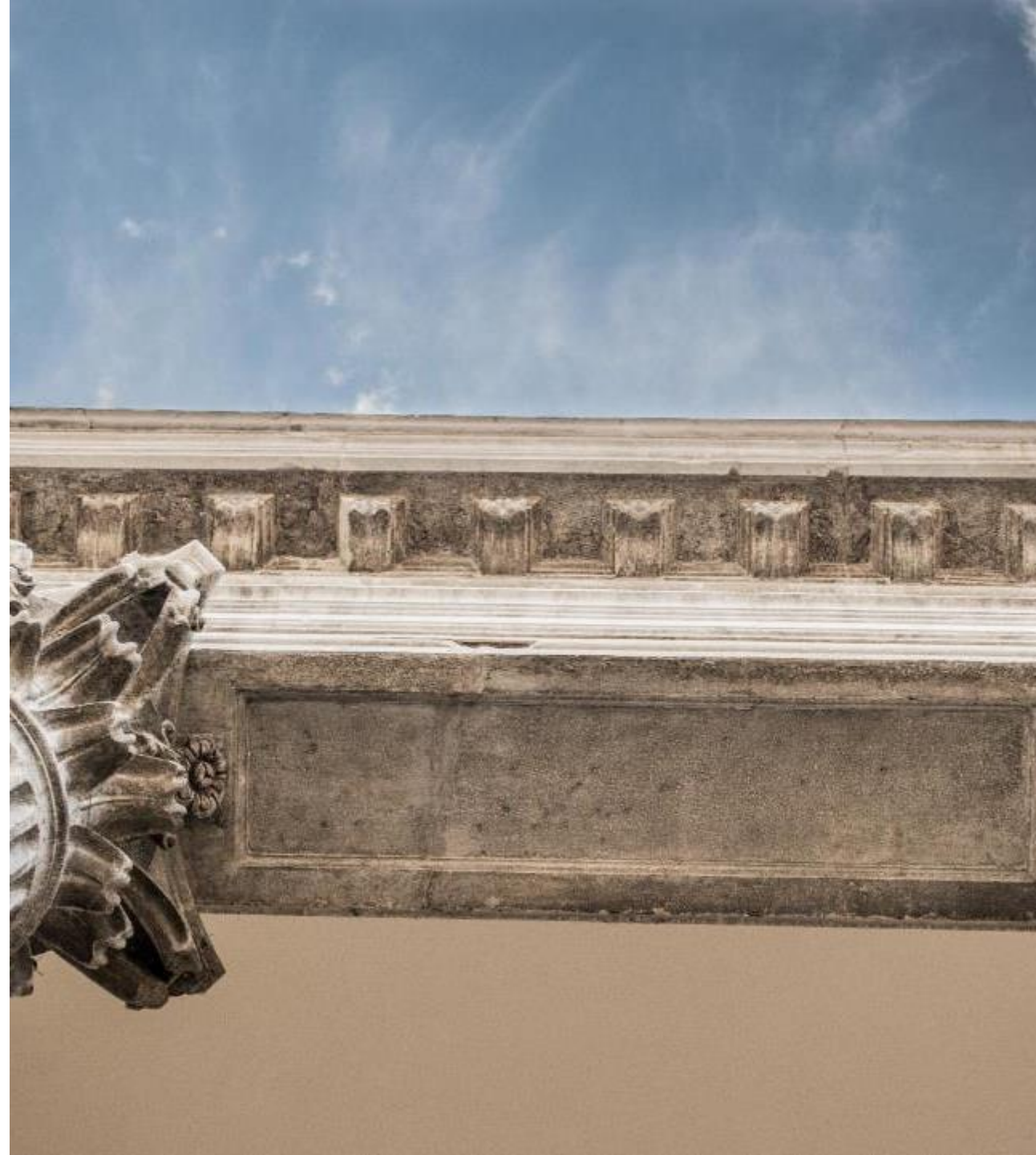


PROJEKT

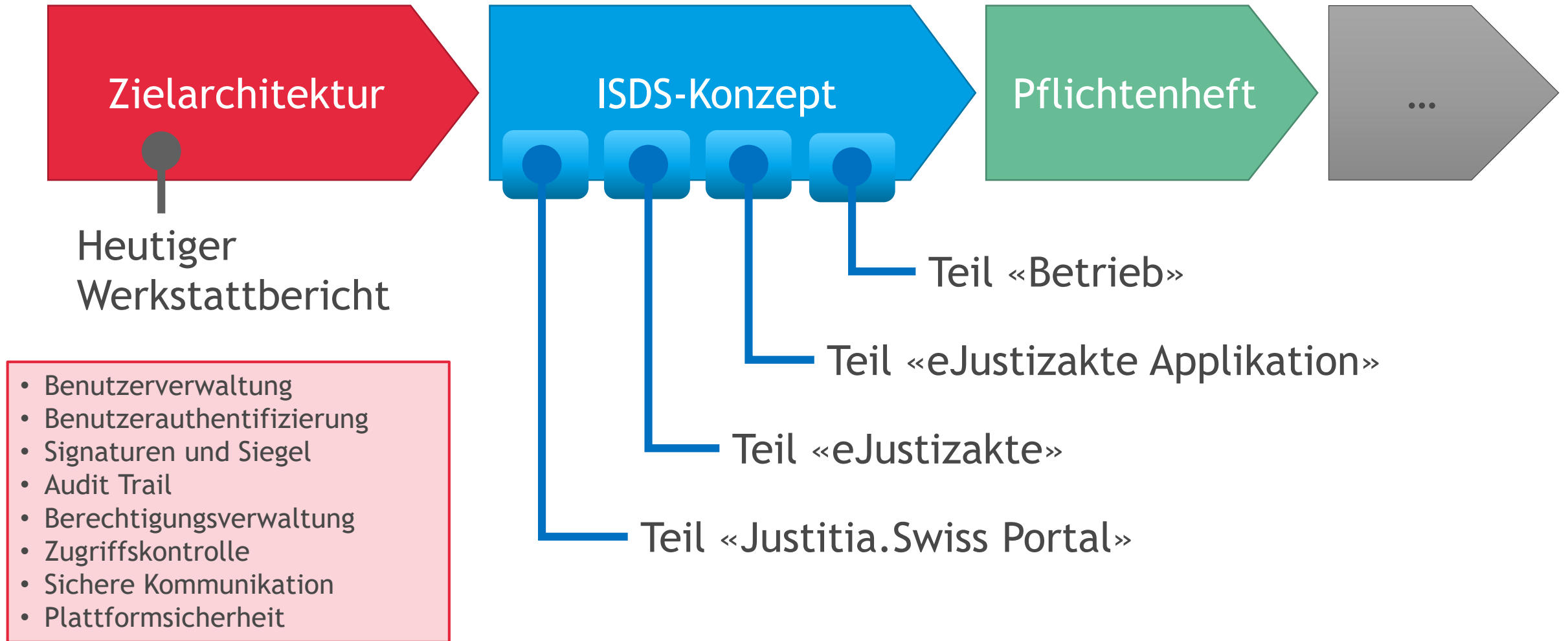
**Justitia**<sup>4.0</sup>

# **Vertrauen durch Sicherheit**

**14.05.2019, Thomas Kessler**



# Security by Design: Sicherheit in allen Phasen des Projekts



# Security by Design: Sicherheit auf allen Ebenen des Systems

## Bedrohungs-Beispiele

- Phishing
- Trojanische Pferde
- Drive-by-infection

- Identitätsdiebstahl
- Datenmanipulation
- Betrug

- SQL Injection
- Man-in-the-Middle
- DNS-Cache Poisoning

- Backdoor
- Datendiebstahl
- Erpressung



## Massnahmen-Beispiele

- Sensibilisierung / Training
- Risk-based Access Control
- Endpoint Protection

- 2-Faktor Authentifizierung
- Signatur + Verschlüsselung
- Audit Trail

- Web Application Firewall
- Transport Layer Security
- DNS Security, HSTS

- ISMS nach ISO/IEC 27001
- Security Operations Center
- Privileged Access Mgmt.

## Ebene/Schicht

Benutzer

Anwendung

Infrastruktur

Betrieb

## Workshop- Themen der Fachgruppe FG01 «Justitia.Swiss Portal»

Datum	Thema
Mai 2019	<ul style="list-style-type: none"><li>• Benutzerverwaltung</li><li>• Benutzerauthentifizierung</li></ul>
Juni 2019	<ul style="list-style-type: none"><li>• Digitale Signatur und Siegel</li><li>• Audit Trail</li></ul>
Juli 2019	<ul style="list-style-type: none"><li>• Berechtigungsverwaltung</li><li>• Zugriffskontrolle</li></ul>
Oktober 2019	<ul style="list-style-type: none"><li>• Plattformsicherheit</li><li>• Kommunikationssicherheit</li></ul>

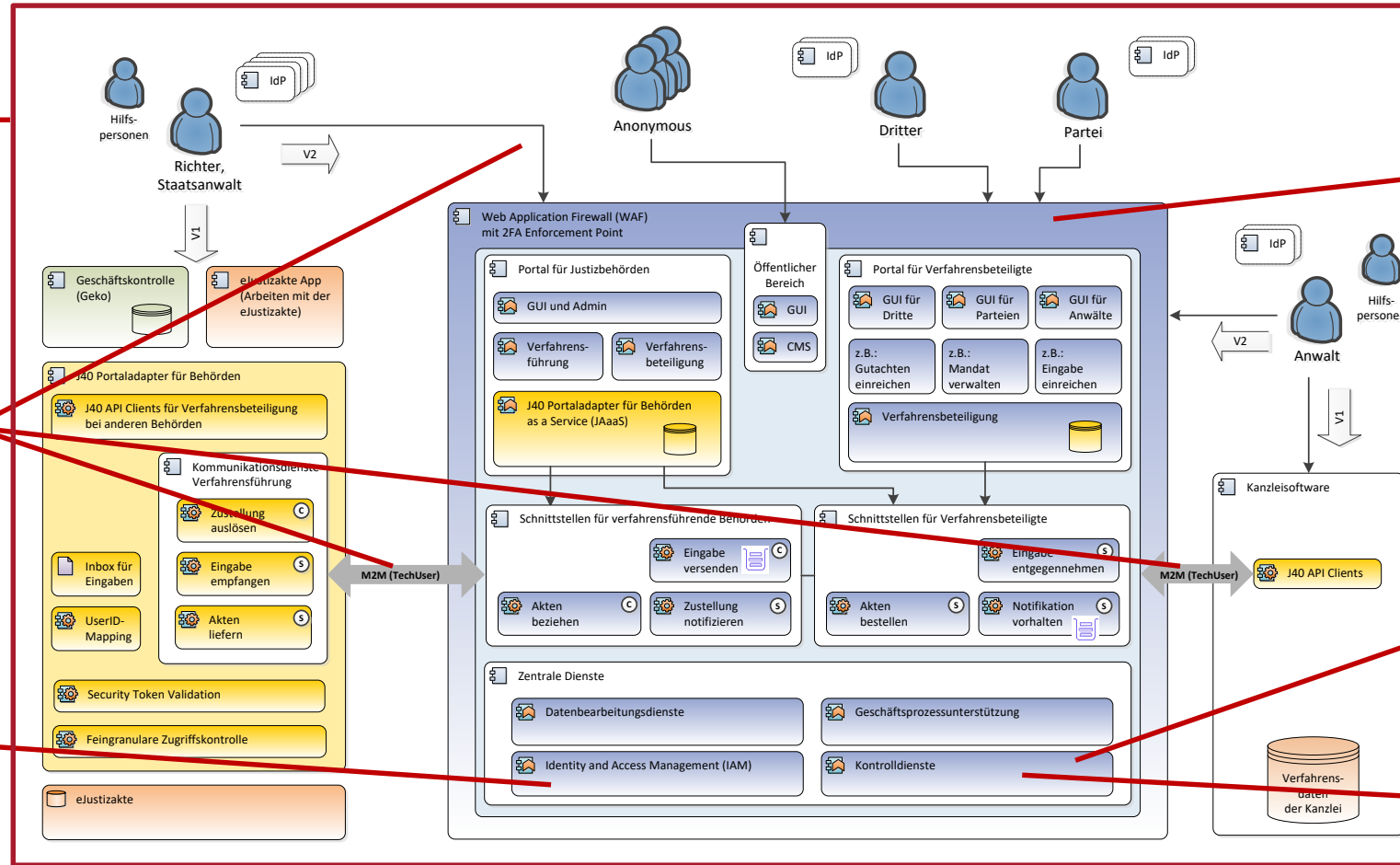


# Aus der Werkstatt: Design eines sicheren Justitia.Swiss Portals

Zentrales gehärtetes Portal für die Nutzung von ERV und eAE

Verschlüsselte Kommunikation mit gegenseitiger Authentifizierung

Föderiertes Identity and Access Management (IAM)



Web Application Firewall (WAF) mit 2-Faktor Authentifizierung, Session Mgmt. und Input-Validierung

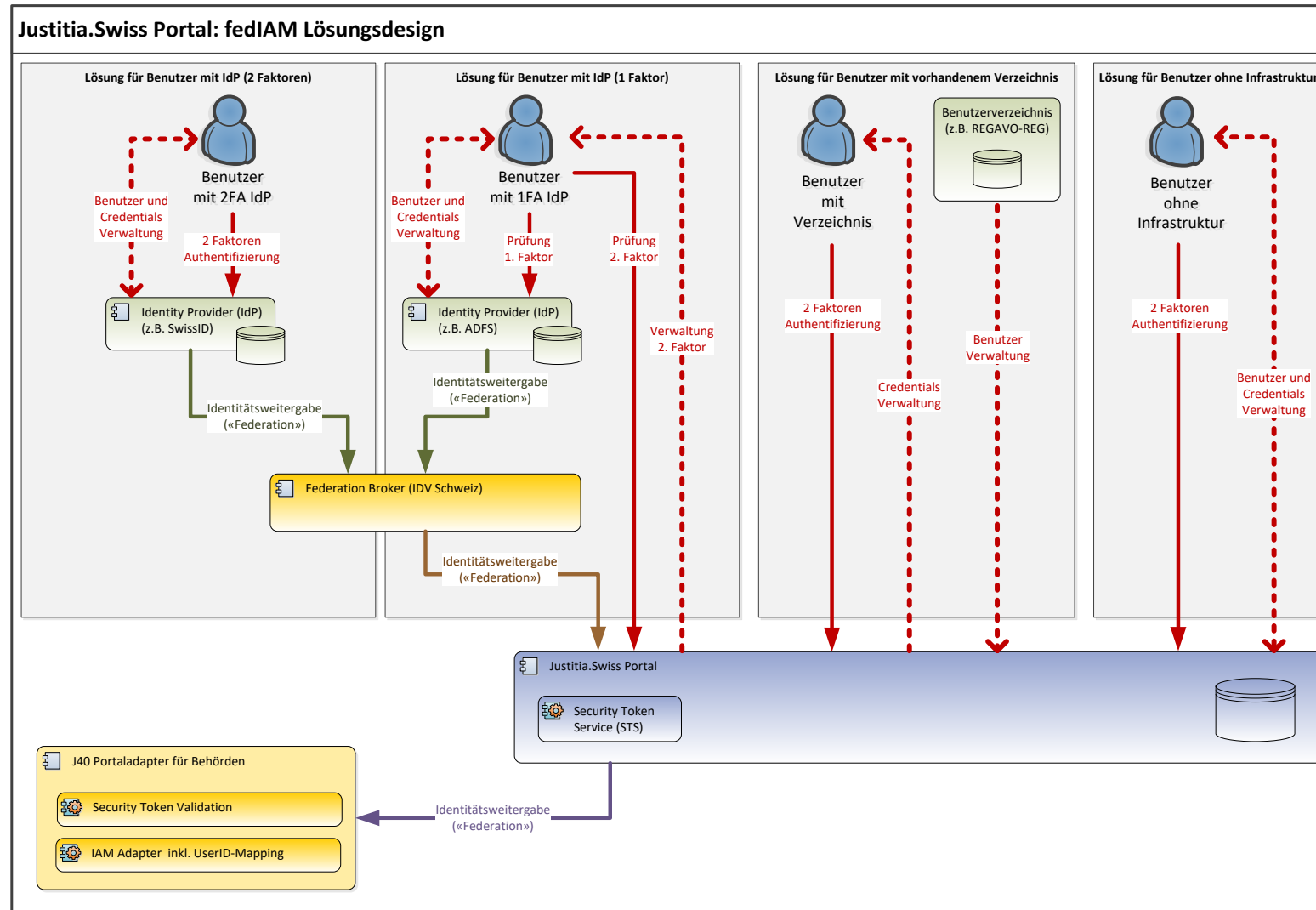
Malware Scan

Audit Trail und «Flight Recorder»

## Aus der Werkstatt: IAM Sicherheitsgrundsätze (Auszug)

- Alle nicht anonymen Zugriffe auf das Justitia.Swiss Portal erfordern eine Authentifizierung mit zwei Faktoren (2FA);
- Das Justitia.Swiss Portal akzeptiert die E-ID nach E-ID-Gesetz, verlangt sie aber nicht. Andere Identity Provider können akzeptiert werden, sofern sie die «Justitia 4.0 Baseline Requirements» erfüllen;
- Alle M2M (Maschine-zu-Maschine) Kommunikationsverbindungen des Justitia.Swiss Portals sind mittels MTLS gegenseitig authentifiziert;
- Das Justitia.Swiss Portal authentifiziert alle Kommunikationspartner (Benutzer und Maschinen) auf einer vorgelagerten WAF;
- Das Justitia.Swiss Portal ermöglicht risikoabhängige Zugriffskontrolle.

# Aus der Werkstatt: Das föderierte IAM von Justitia. Swiss



Das föderierte IAM von Justitia.Swiss orientiert sich an eCH-0107 unter voraussichtlicher Nutzung des IDV Schweiz.

Das Justitia.Swiss Portal akzeptiert die E-ID nach E-ID-Gesetz, verlangt sie aber nicht.

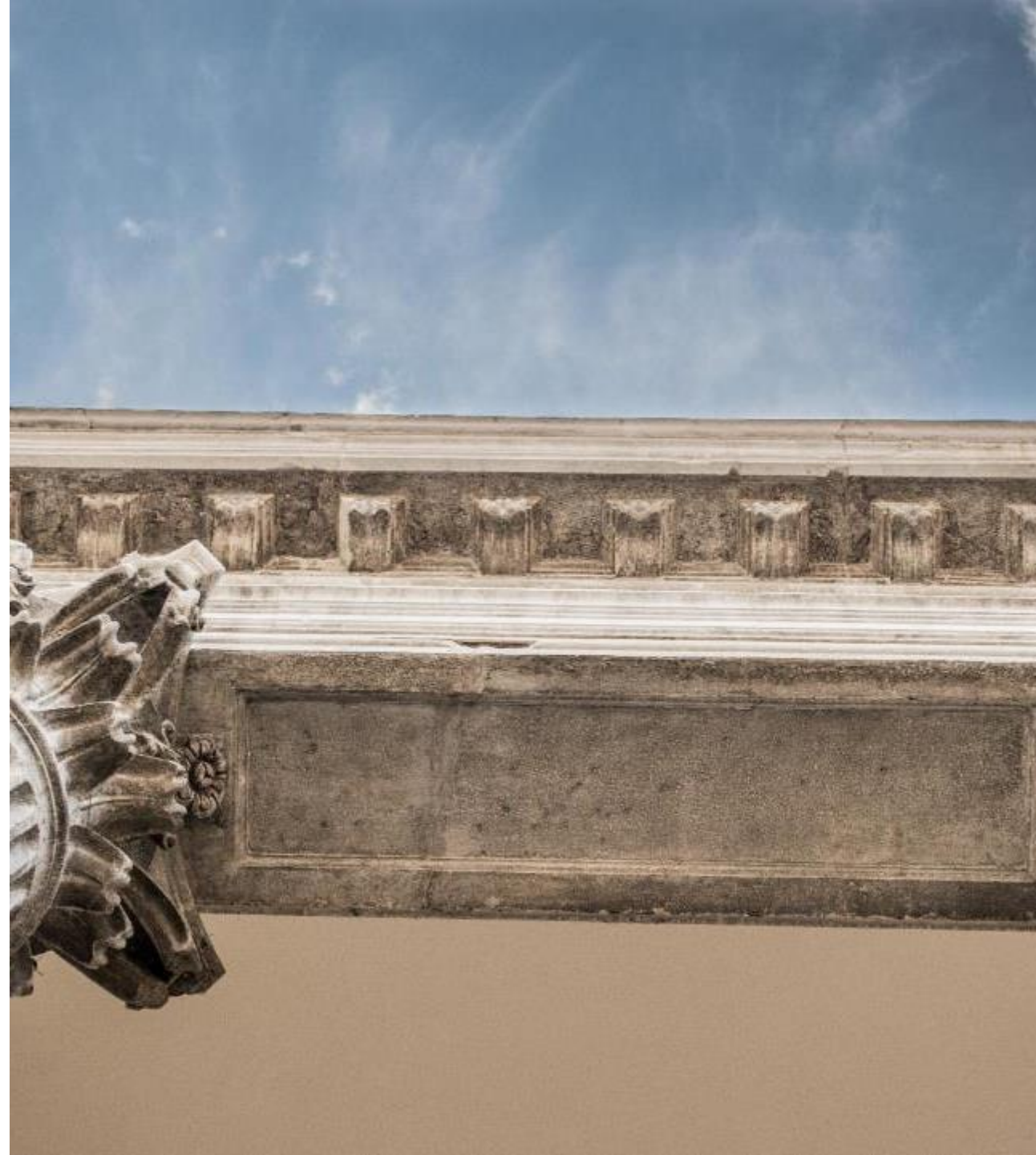


PROJEKT

**Justitia**<sup>4.0</sup>

# **Minimierung von (Projekt)Risiken mit Sandboxes**

**14.05.2019, Jens Piesbergen**



# Projektrisiken und Umgang damit

«**Projektrisiken** bezeichnet man all jene (Un)**Abwägbarkeiten**, die sich im Zuge der Durchführung eines Projekts **auf das Projektziel** selbst, oder auch auf Teile eines Projektes **auswirken** können» Quelle: <http://projektmanagement-definitionen.de/>

## Risikomanagement

- sichtbar machen, bewerten, Handlungsweisen vorbereiten
- 4 Strategien: akzeptieren, reduzieren, minimieren, vermeiden

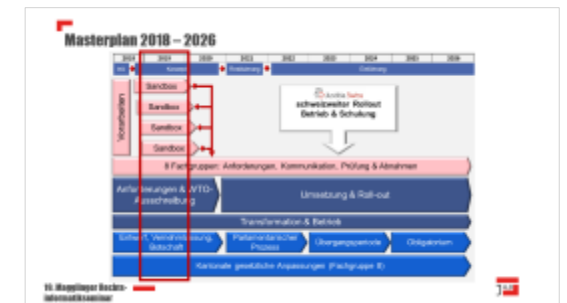
# Projektrisiken in Justitia 4.0 – Auswahl, nicht abschliessend

organisatorische, juristische, logistische und technisch

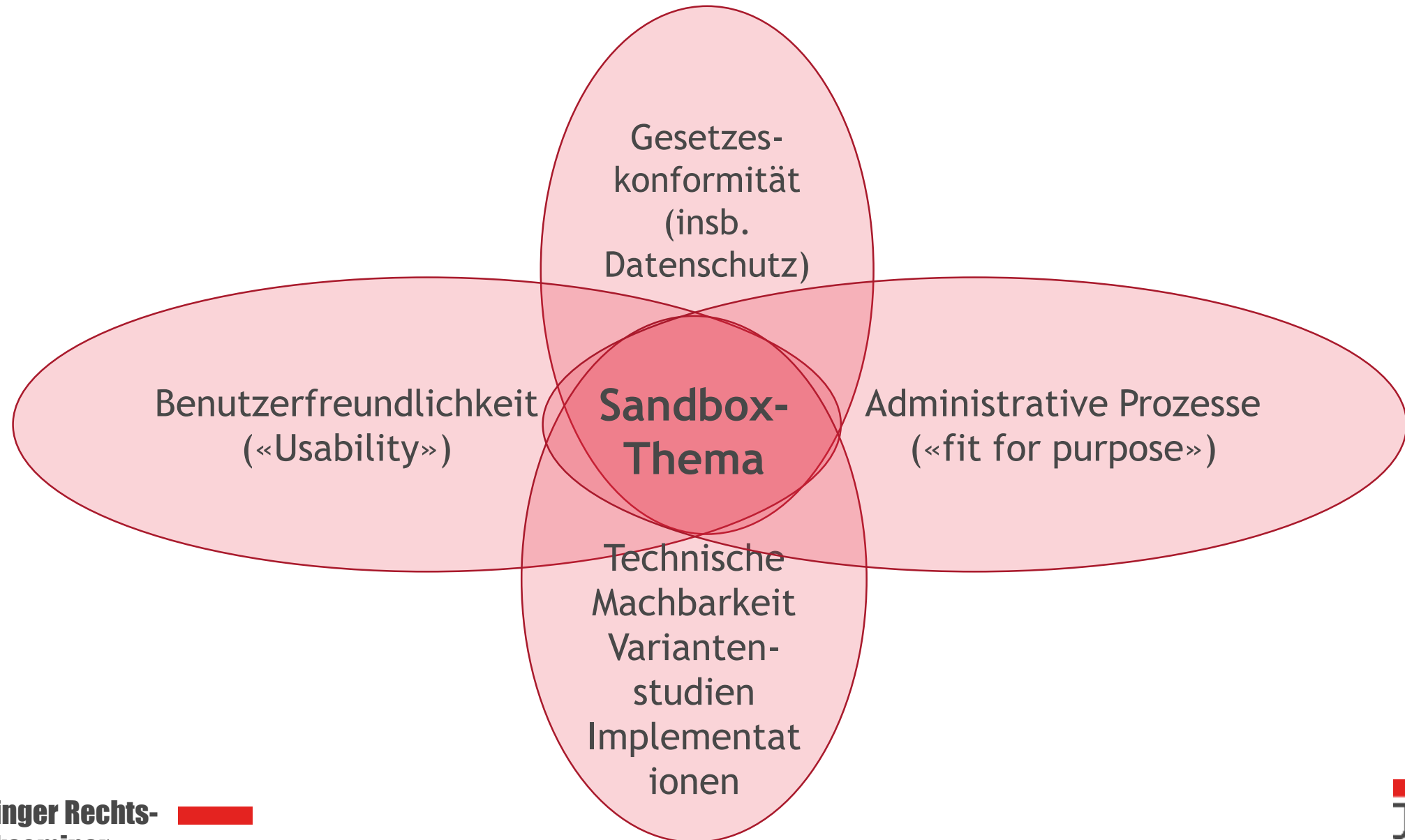
- Projektorganisation & Governance
- Rechtsetzungsprozess verzögert sich
- Ressourcen-Knappheit
- Unterschätzung der Tragweite und Komplexität

IT-lastige Projekte

- Beherrschung des Leistungsumfang, phasenabhängig
- Definition des Systems, der Systemgrenzen



# Sandbox – Können Sie uns helfen Risiken zu managen ?



## Aktuelle Sandboxes als Teilprojekte – Auswahl per Stand 6.5.19

- TP-001 Vorgehen Beschaffung
- TP-002 Sourcing-Konzept
- TP-004 UX-Prototypes: Aktenorganisation, ERV, Benutzerführung
- TP-005 Vergleich eJustizsysteme in ausgewählten Ländern
- TP-006 eStrafjustizakte.ZH
- TP-008 fedIAM: Förderierung von IDs, Identitätsverbund Schweiz IDV
- TP-012 Assessment „eIP-Austria“

# Zusammenfassung

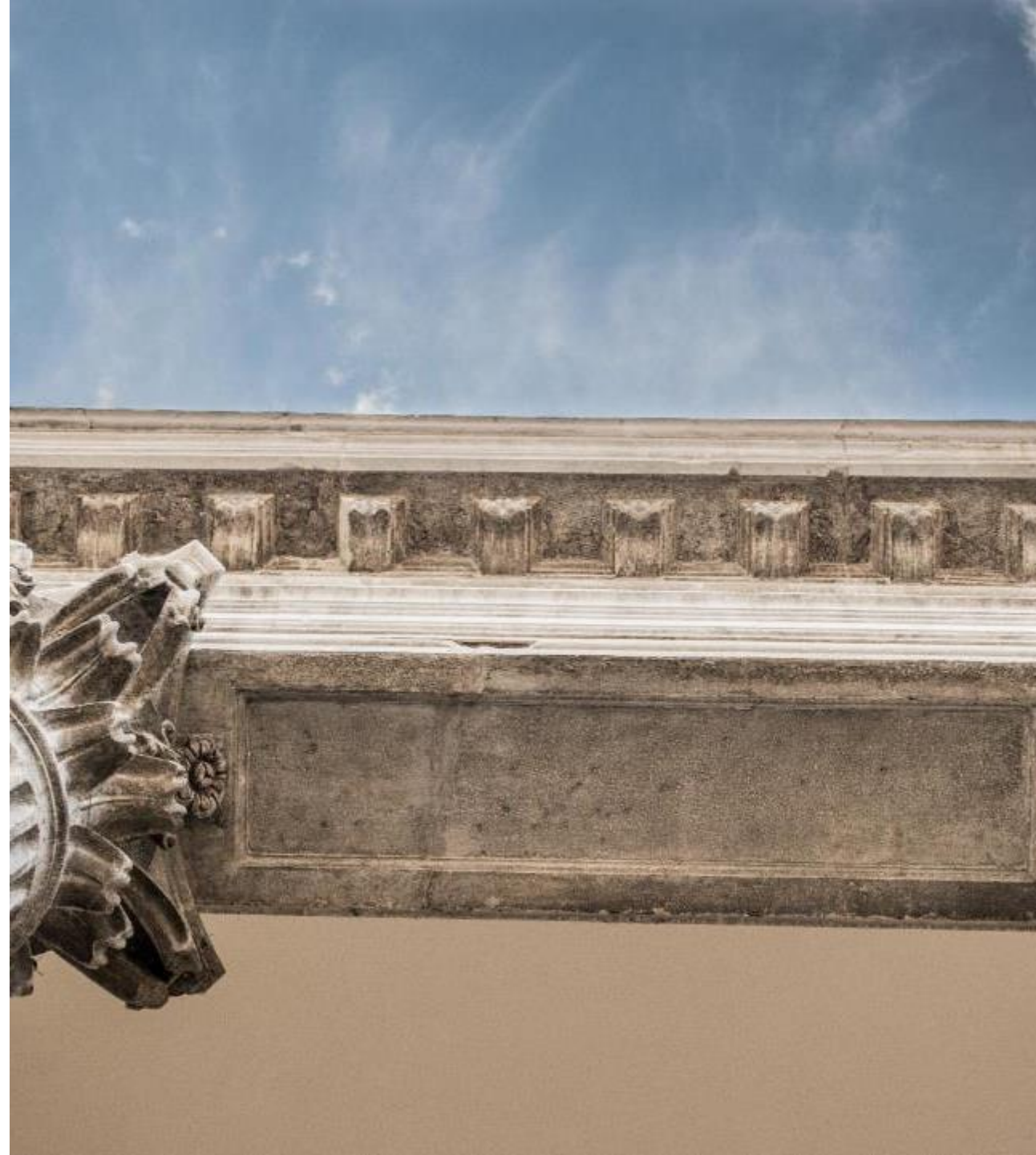
- Projektrisiken, diverse Typen
- Sandboxes als Teilprojekte mit definiertem Scope liefern Resultate
- Resultate helfen das Teilaspekte zu beherrschen und Risiken zu minimieren

PROJEKT

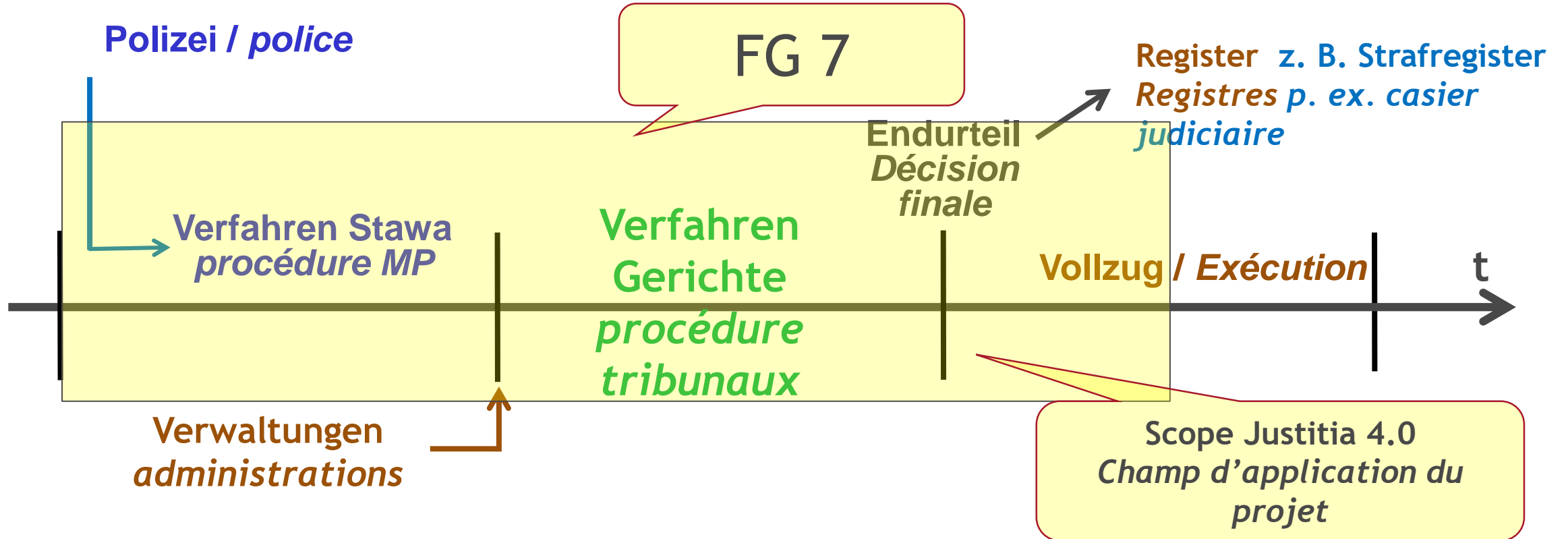
**Justitia**<sup>4.0</sup>

# **Sujets traités au sein des groupes d'experts**

**Jacques Bühler**



# Verfahrensabläufe | *Déroulement des procédures*



**Blau/bleu** = Strafverfahren / *procédure pénale*

**Brau/brun** = Verwaltungs- u. Verwaltungsgerichtsverfahren / *procédure administrative et judiciaire administrative*

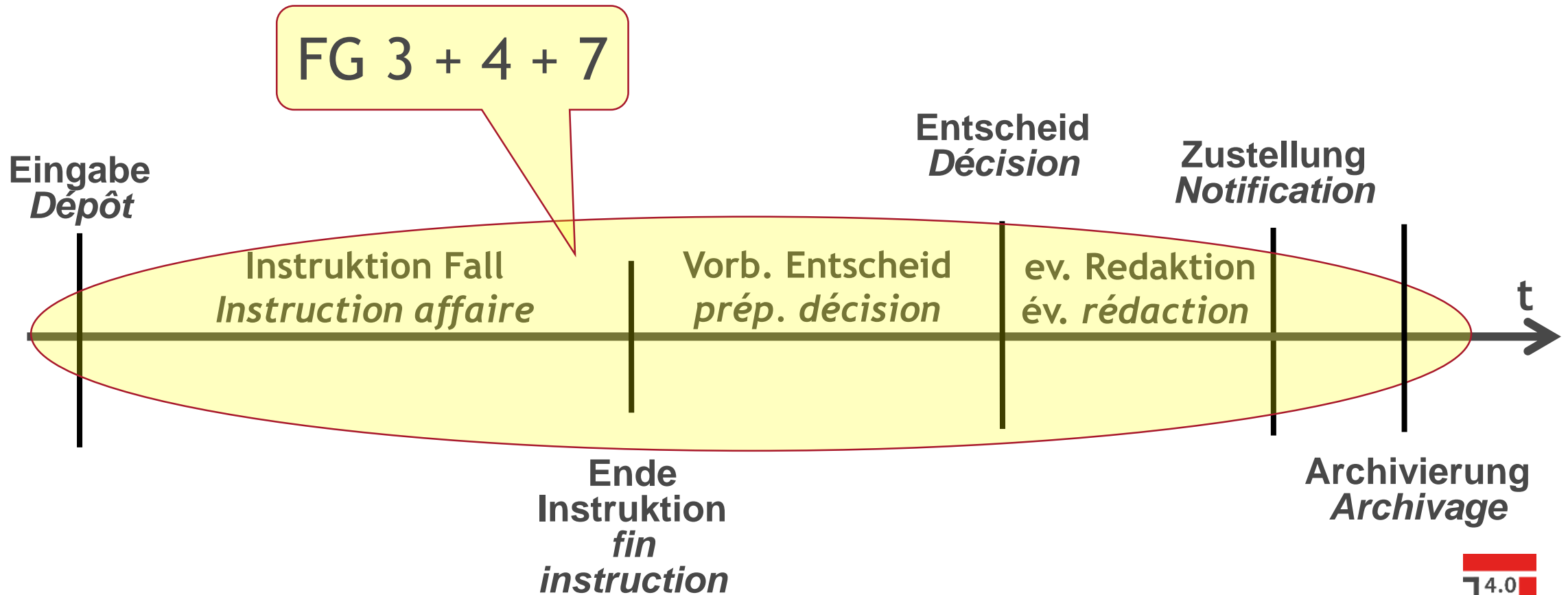
**Grün/vert** = Zivilverfahren / *procédure civile*





# Interner Verfahrensablauf

## *Déroulement interne d'une procédure*



# **Akteuren in den Verfahren** **Acteurs de la procédure**

---

Impliqués  
*Beteiligte*

---

Plateforme  
*Plattform*

FG 1 + 2 + 3 + (6)

---

Direction de la  
procédure  
*Verfahrensleitung*

FG 3 + 4

# **Akteuren in den Verfahren** **Acteurs de la procédure**

Impliqués  
*Beteiligte*

Plateforme  
*Plattform*

Direction de la  
procédure  
*Verfahrensleitung*

**4 Grundtransaktionen :**

**4 transactions de base :**

**1. *Eingabe***

Dépôt fichier(s)

**2. *Zur Verfügungstellen Datei(en) / Zustellung***

Mise à disposition fichier(s) / Notification

**3. *Akteneinsicht***

Consultation du dossier / pièce(s)

**4. *Bearbeitung elektronische Akten***

Travail avec un dossier électronique

## 4. Bearbeiten einer elektronischen Akte / *Travail avec un dossier électronique*

The screenshot shows a PDF viewer window titled 'Openjustice - Dossier - txt - v1.0.1.201710261427 - bed - lxtlpc1'. The document is '6b\_0128\_2017\_001a\_001\_recours\_cantonal.pdf'. A yellow sticky note is attached to the text: 'brd 27 oct. 2017 08:58:50 il ne s'agit pas d'un cas d'escroquerie !'. A color palette is open, showing 'Libellés' (Recourant, Contre, Décision, Argumentation, Divers) and 'Couleurs standards'. The document text includes numbered points (1, 4, 5, 6, 7, 9.2) with various annotations in red and yellow.

1. En date du 5 mai 2017, la Cour d'appel pénal fribourgeoise a rendu l'arrêt mentionné en page de garde, notifié le 23 mai 2017 et dont le dispositif est le suivant :

8 L'appel est partiellement admis.

Portant, les chiffres 4, 6, 9.2, 10.1, 10.2 et 12 du dispositif du jugement du Tribunal pénal économique du 29 septembre 2015 sont confirmés et les chiffres 5 et 7 du même dispositif sont modifiés. Ils ont dorénavant la teneur suivante :

4. est reconnu coupable d'escroquerie par métier [commis en 2008], d'escroquerie [commis en 2008 et en 2010/2011], de violation de l'obligation de tenir une comptabilité [commis de 2006 à 2014], de faux dans les livres [commis en 2008], de violation d'une obligation d'entretien [commis de 2011 à 2013], de dénonciation calomnieuse [commis en 2011], d'inobservation par le débiteur des règles de la procédure de poursuite pour dettes ou de faillite [commis, en 2014] de contrevention à la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants [commis en 2013].

5. En application des art. 146 al. 2 CP, art. 146 al. 1 CP, art. 166 CP, art. 251 ch. 1 CP, art. 217 al. 1 CP, art. 303 ch. 1 CP, art. 323 ch. 4 CP, art. 88 LAVS, art. 40, 47, 49 al. 1 et 106 CF : est condamné à une peine privative de liberté de 48 mois ferme et au paiement d'une amende de CHF 200.-;

en cas de non-paiement de l'amende dans le délai qui sera fixé dans la facture et si celle-ci est inexécutable par la voie de la poursuite pour dettes, elle fera place à 2 jours de peine privative de liberté de substitution (art. 106 al. 2 et 3 CP). Tribunal cantonal TC Page 28 de 30

6. Intervention est faite par : ne peut exercer sa profession dans le domaine de l'immobilier et de la construction de manière indépendante, en tant qu'organe d'une personne morale ou d'une société commerciale ou au titre de mandataire ou de représentant d'un tiers pour une durée de 5 ans (art. 67 CP).

7. Le sursis octroyé le 15 février 2011 par le Juge de police de la Broly à une peine pécuniaire de 90 jours-amende à CHF 60.- et le sursis octroyé le 28 juin 2013 par le Ministère public du canton de Fribourg à Un travail d'intérêt général de 70 heures ne sont pas révoqués (art. 46 al. 1 CP).

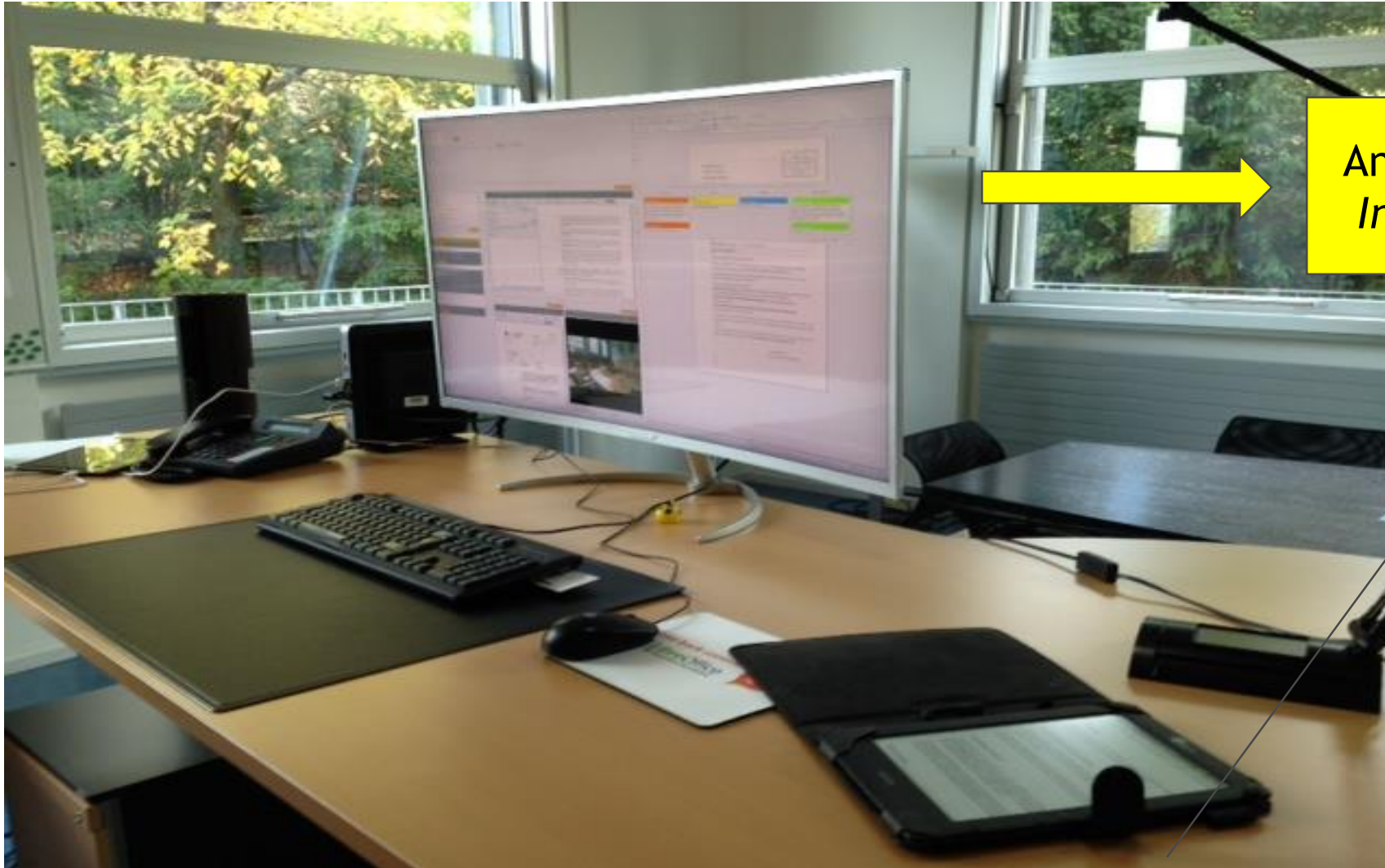
9.2 Les conclusions civiles formulées par Philippe Frund sont admises;

partant, est condamné à lui verser la somme de CHF 30'000.- avec intérêts à 5% l'an dès le 1 er février 2011.

Dokument bearbeiten  
Travailler avec un document

FG03  
+  
FG04

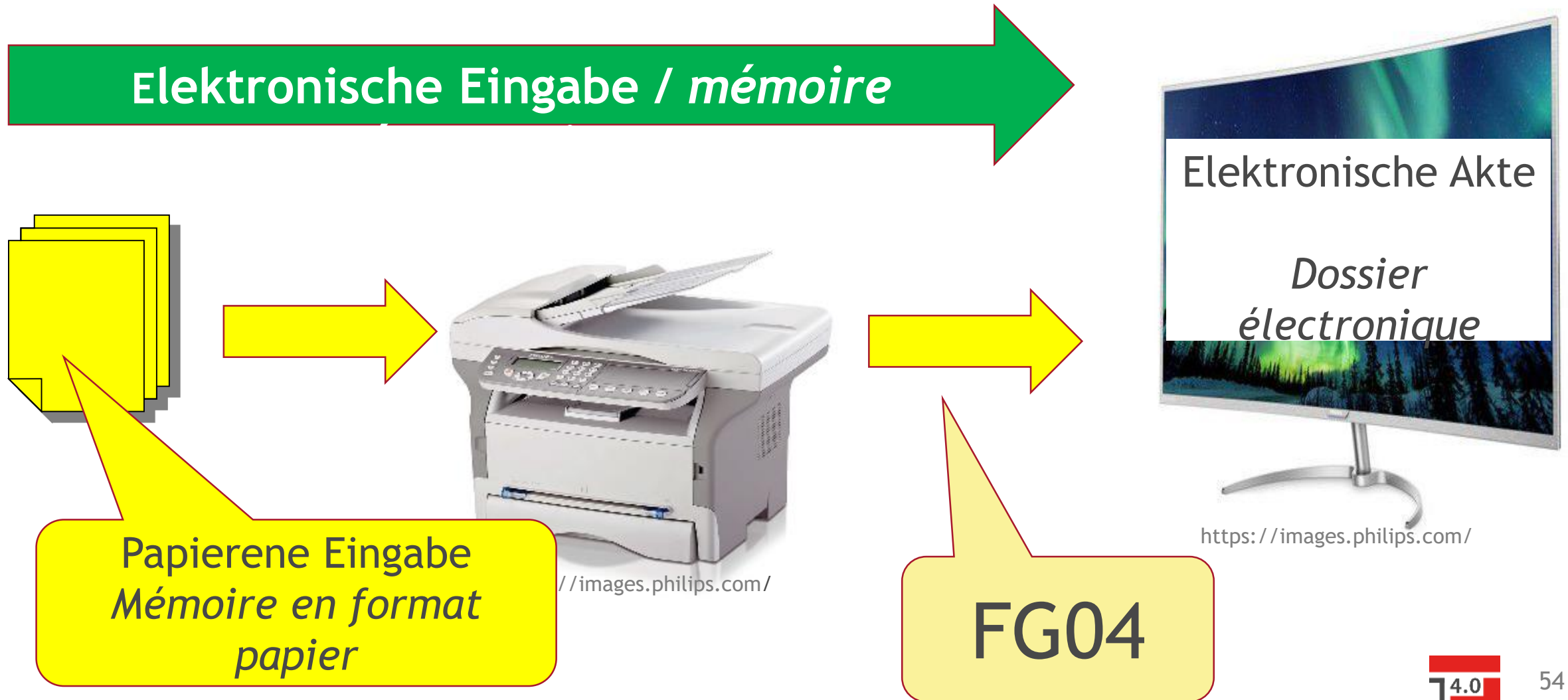
## 4. Bearbeiten einer elektronischen Akte / *Travail avec un dossier électronique*



Angepasste Infrastruktur  
*Infrastructure adaptée*

FG04

## 4. Bearbeiten einer elektronischen Akte / *Travail avec un dossier électronique* *Scannen der eingehenden Akten / Digitalisation des pièces entrantes*





Damit der Weg zum Recht nicht mehr über Papierberge führt.

L'accès au droit sans avoir à déplacer des montagnes de papier.